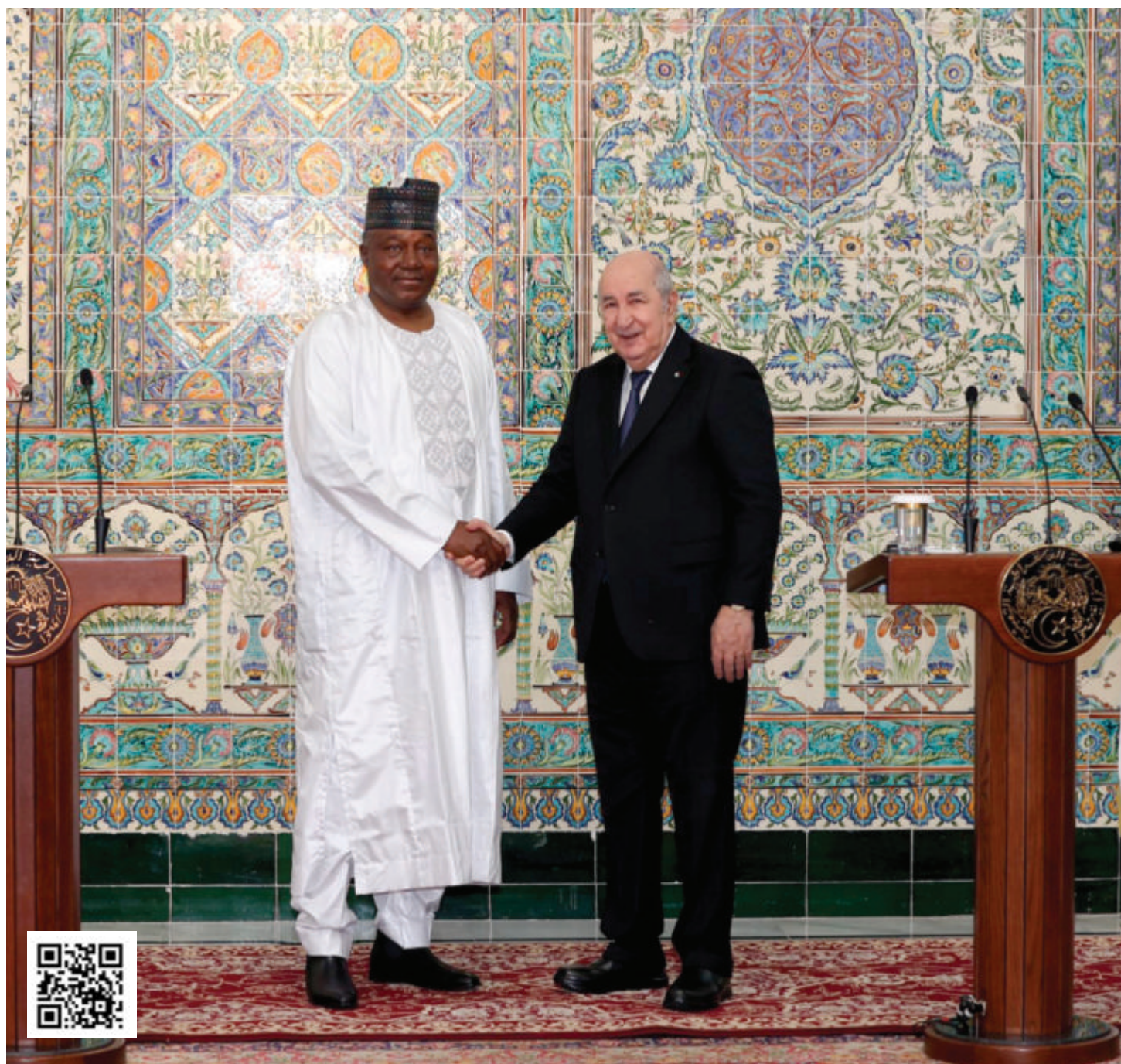


GAZODUC TRANSSAHARIEN

L'Algérie et le Niger actent le lancement du projet

L'Algérie et le Niger se sont mis d'accord sur plusieurs dossiers lors de la visite d'État du président nigérien, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, à Alger. Il a en effet été décidé de lancer le projet de réalisation du gazoduc transsaharien traversant le territoire du Niger. L'annonce a été faite par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors d'un point de presse conjoint, à l'issue de ses entretiens avec son homologue nigérien, en visite officielle de deux jours en Algérie. P 3



GESTION DES CAISSES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le ministre insiste sur la rationalisation des dépenses

Dans le cadre du suivi régulier des organismes sous tutelle et pour garantir l'équilibre financier des caisses de sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a présidé avant-hier une réunion au siège du ministère.

P 2

VALORISATION DES EAUX ÉPURÉES

Objectif : atteindre 60 % de réutilisation d'ici 2030

Pour faire face au stress hydrique, l'Algérie s'oriente de plus en plus vers l'exploitation des ressources non conventionnelles. À travers un vaste programme de dessalement et le renforcement de la réutilisation des eaux épurées, le pays cherche à consolider sa souveraineté et son autonomie en eau. Dans cette dynamique, la valorisation des eaux usées traitées s'impose progressivement comme l'un des axes majeurs de la stratégie nationale de sécurité hydrique. Les objectifs sont clairement affichés : passer d'un taux de réutilisation d'environ 27 % à la fin 2025 à 30 % à court terme, pour atteindre 60 % à l'horizon 2030, conformément aux orientations du Président de la République.

P 5

SUR FOND DE TENSIONS GÉOPOLITIQUES

Les prix du pétrole enregistrent une légère hausse

Les prix du pétrole ont enregistré une hausse marginale ce lundi, prolongeant leurs gains pour une deuxième séance consécutive. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril s'est ainsi hissé à 67,78 dollars, en progression de 0,04 %, tandis que le brut américain West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en mars a gagné 0,08 % pour s'établir à 62,93 dollars.

P 3

NESDA – UNIVERSITÉ
DES SCIENCES DE LA SANTÉ

**Signature d'une convention
de partenariat** P 2

EN PRÉVISION DU RAMADHAN

**Sogral renforce ses dessertes
et ajuste les horaires
de travail** P 2

SUD/FORMATION PROFESSIONNELLE

**Signature de conventions et
introduction de nouvelles
spécialités** P 6

NESDA – UNIVERSITÉ
DES SCIENCES DE LA
SANTÉ

Signature d’une
convention de
partenariat

Une convention de partenariat et de coopération a été signée, hier à Alger, entre l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) et l'Université des sciences de la santé, a annoncé l'Agence dans un communiqué. Une convention qui s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir la culture entrepreneuriale et l'innovation au sein de l'université, notamment dans les domaines liés au secteur de la santé.

« Cette convention a pour objectif de renforcer la coordination entre les deux parties afin de sensibiliser les étudiants et diplômés à l'esprit d'initiative entrepreneuriale, de développer leurs compétences en matière de gestion de projets, et d'accompagner les porteurs de projets depuis l'idée jusqu'à la création et le suivi des micro-entreprises, particulièrement dans les domaines des sciences de la santé, des industries pharmaceutiques, des dispositifs médicaux, des biotechnologies et de la santé numérique », a précisé la même source.

En effet, l'accord prévoit l'organisation d'activités conjointes telles que des journées de sensibilisation, des ateliers de formation, des programmes d'accompagnement, ainsi que l'échange d'expériences et de bonnes pratiques dans le domaine du soutien à l'innovation et du rapprochement entre la recherche scientifique et l'entrepreneuriat. Lors de la cérémonie, le Directeur général de la NESDA, en l'occurrence, Bilal Achacha, a affirmé que ce partenariat s'inscrit dans la vision de l'agence visant à faire de l'université un espace générateur de projets entrepreneuriaux, et une source réelle de création de richesse et d'emplois, en particulier dans les secteurs à forte valeur ajoutée. De son côté, le Président de l'Université des sciences de la santé a salué cette initiative, la considérant comme une étape stratégique pour renforcer l'ouverture de l'université sur son environnement économique, et permettre aux étudiants et chercheurs de transformer leurs idées et projets innovants en entreprises prospères contribuant au développement du système de santé national. Cette convention illustre la volonté des deux parties de mettre en place un partenariat efficace et durable, fondé sur l'intégration de la formation académique et du soutien entrepreneurial, au service des objectifs de développement économique et social.

Synthèse Z R.

GESTION DES CAISSES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le ministre insiste sur la
rationalisation des dépenses

Dans le cadre du suivi régulier des organismes sous tutelle et pour garantir l'équilibre financier des caisses de sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a présidé avant-hier une réunion au siège du ministère.

Par Zahir R.

La rencontre a réuni les directeurs généraux de la caisse nationale des assurances sociales (CNAS) et de la Caisse nationale de retraite (CNR), ainsi que des cadres de l'administration centrale. L'objectif principal de cette réunion, précise le ministère dans un communiqué, était de faire le point sur l'exécution des directives relatives aux équilibres financiers, d'évaluer les mesures mises en place pour corriger les déséquilibres et de renforcer l'efficacité de la gestion des caisses.

Au cours de son allocution, M. Saihi a insisté sur la nécessité de maintenir l'équilibre financier des caisses tout en préservant les droits des assurés sociaux. « Il est impératif de rationaliser les dépenses, d'améliorer la gouvernance et de renforcer les outils de contrôle et de gestion moderne, sans affecter les prestations sociales des citoyens », a-t-il déclaré.

Le ministre a également souligné l'importance de protéger les droits des travailleurs, en inten-

sifiant les sorties sur le terrain et en consolidant les mécanismes de suivi et d'accompagnement. « Notre responsabilité est de garantir justice et équité dans le domaine de la sécurité sociale, afin de renforcer la dimension sociale de l'État », a-t-il précisé.

Une transition numérique accélérée

Un des axes majeurs abordés lors de la réunion a été la numérisation des services sociaux. M. Saihi a insisté sur l'adoption de services numériques à distance pour réduire les déplacements des usagers et accélérer le traitement des dossiers. « Il est temps de remplacer les méthodes de gestion traditionnelles inadaptées et de construire un système numérique intégré et sécurisé, garantissant fluidité, précision et transparence des informations », a-t-il affirmé.

M. Saihi a rappelé que la satisfaction des citoyens doit être au centre de l'action publique. « Simplifier les procédures administratives, revoir les parcours organisationnels et adopter une ap-

proche centrée sur le citoyen sont des priorités. Nous devons répondre rapidement à leurs préoccupations pour améliorer la qualité du service public », a-t-il indiqué. Le ministre a également mis en avant la nécessité d'un meilleur échange de données et d'expertises entre les différents organismes sous tutelle. Cette approche vise à harmoniser les pratiques, améliorer l'efficacité et proposer des services modernes correspondant aux attentes des citoyens.

« Une coordination renforcée permet de garantir un fonctionnement cohérent et efficace de notre système de sécurité sociale », a-t-il souligné. En conclusion, M. Abdelhak Saihi a rappelé que le maintien de l'équilibre financier et l'amélioration de la qualité du service public sont deux objectifs indissociables. Il a insisté sur l'importance du travail collectif et de l'unification des efforts pour bâtir un système de sécurité sociale solide et durable, capable d'offrir aux citoyens des prestations de qualité et de répondre à leurs attentes légitimes en matière de protection sociale.

GROUPE SAIDAL

Maintien de la certification du Système de Management
de la Qualité

Le Groupe Saidal a annoncé, hier, le maintien de la certification de son Système de Management de la Qualité, conformément à la norme ISO 9001 version 2015, suite à l'obtention du certificat actualisé n°021-DZ/2024 délivré par l'organisme de certification VERA

CONFORMITÉ. À cette occasion, le Groupe Saidal a exprimé, dans un communiqué, sa « profonde gratitude et félicite chaleureusement l'ensemble de ses collaborateurs et collaboratrices, tant au niveau central qu'opérationnel, pour leur contribution déterminante à l'atteinte de cet

objectif stratégique ». Le Groupe réaffirme, ajoute-t-il, son engagement à préserver les acquis liés à la certification ISO 9001:2015, tout en restant fidèle aux valeurs fondamentales inscrites dans sa politique qualité et dans l'engagement de sa direction générale. Dans la continuité

de cette dynamique, « le Groupe Saidal poursuit son objectif d'amélioration continue, avec pour prochaine étape la certification du Système de Management Intégré (SMI), dont la phase de diagnostic est actuellement en cours », conclut-il.

R E.

EN PRÉVISION DU RAMADHAN

Sogral renforce ses dessertes et ajuste les horaires de travail

La Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (Sogral) a annoncé, hier dans un communiqué, le renforcement des dessertes quotidiennes et l'ajustement des horaires de travail en prévision de l'avènement du mois de Ramadhan, afin de répondre à la demande croissante de transport terrestre de voyageurs durant cette période.

La société a précisé, dans son communiqué, qu'un programme spécial a été mis en place, prévoyant 2.170 dessertes supplémentaires cette semaine, afin de répondre à la demande croissante de transport terrestre de voyageurs avant le début du mois de Ramadhan. Cette mesure intervient en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à assurer le transport et à adapter le programme des dessertes aux besoins des citoyens durant cette période, a indiqué le communiqué.

Dans ce cadre, Sogral, en coordination avec les directions des transports des wilayas et les entreprises de transport publiques et privées, a

renforcé le programme des dessertes à travers les différentes wilayas du pays, tout en "ajustant les horaires de 1.050 dessertes quotidiennes, décalées vers l'après-midi et la nuit, afin d'éviter que les départs ne coïncident avec le moment de la rupture du jeûne". La société a également mobilisé du personnel supplémentaire, notamment des agents d'entretien et de sécurité et des guichetiers, en veillant à adapter les horaires de travail au nouveau programme, pour assurer la continuité des services dans les gares.

Des correspondances ont en outre été envoyées aux commerçants opérant au niveau des gares afin d'assurer la disponibilité des services essentiels avant et après l'iftar, a précisé la même source, insistant également sur l'ouverture et l'aménagement d'espaces de prière 24h/24 à travers les différentes gares routières.

Dans une déclaration reprise par le communiqué, le PDG de Sogral, Fares Tazarart, a souligné la nécessité d'étendre l'utilisation des mécanismes de numérisation pour faciliter l'acquisition des billets et le paiement électronique, invi-

tant les voyageurs à opter pour les services numériques pour éviter les files d'attente devant les guichets. Le responsable a aussi instruit les directeurs des gares d'intensifier la coordination avec les parties concernées par la sécurité routière, à l'effet d'organiser des campagnes de sensibilisation sur la prévention des accidents de la route, avec la participation des services de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale et des associations spécialisées.

La société a, par ailleurs, annoncé l'organisation de 33 tables d'iftar à travers plusieurs gares routières, en coordination avec les associations de la société civile, les autorités locales et le Croissant-Rouge algérien, ainsi que des marchés de proximité et des expositions commerciales au niveau de ces espaces, qui accueilleront également des campagnes de don de sang, organisées en coordination avec les services de santé, et des campagnes de sensibilisation sur le jeûne en direction des personnes atteintes de maladies chroniques, avec la participation d'équipes médicales.

Quotidien économique

Les Enjeux Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

« Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GAZODUC TRANSSAHARIEN

L'Algérie et le Niger actent le lancement du projet

L'Algérie et le Niger se sont mis d'accord sur plusieurs dossiers lors de la visite d'État du président nigérien, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, à Alger. Il a en effet été décidé de lancer le projet de réalisation du gazoduc transsaharien traversant le territoire du Niger. L'annonce a été faite par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors d'un point de presse conjoint, à l'issue de ses entretiens avec son homologue nigérien, en visite officielle de deux jours en Algérie.

Par Zahir R.

Selon le chef de l'État, les deux parties sont convenues d'engager, immédiatement après le mois de Ramadhan, les procédures opérationnelles nécessaires au démarrage effectif des travaux de pose du gazoduc sur le sol nigérien. Ce projet stratégique s'inscrit dans une vision commune visant à renforcer l'intégration énergétique régionale et à valoriser les ressources gazières africaines au service du développement. Le président de la République a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à accompagner le Niger dans la mise en œuvre de ce projet structurant, en mobilisant son expertise technique et ses capacités dans le domaine des hydrocarbures, précisant que « Sonatrach prendra les choses en main et entamera l'installation du pipeline traversant le Niger ». Cette coopération s'inscrit dans une approche de partenariat équitable et durable, fondée sur le principe du gagnant-gagnant et sur la promotion de la coopération Sud-Sud. Au-delà de sa dimension économique, le projet du gazoduc transsaharien revêt également une portée géostratégique majeure pour la région du Sahel. Il participe au renforcement de la sécurité énergétique, à la diversification des sources d'approvisionnement et à la consolidation de la stabilité régionale à travers des projets de développement structurants.

Avec un tracé de plus de 4 128 km et une capacité prévue de 30 milliards de mètres cubes par an, le projet a déjà fait l'objet de plusieurs réunions, dont celle du 11 février 2025, où Alger a accueilli la 4^e réunion ministérielle tripartite du TSGP, réunissant l'Algérie, le Nigeria et le Niger, pour concrétiser ce projet stratégique.



Lors de son dernier déplacement en janvier 2026 au Niger, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a réaffirmé l'engagement total de l'Algérie à mobiliser tous les moyens pour la réalisation du projet, soulignant que le gazoduc transportera 20 à 30 milliards de m³ de gaz du Nigeria vers l'Europe en transitant par le Niger et l'Algérie. Sa concrétisation renforcerait le rôle de l'Algérie en tant que hub énergétique régional et offrirait au Niger des perspectives économiques importantes en matière d'investissements, d'emplois et de transfert de compétences.

Sur un autre registre, le président Tebboune a exprimé sa gratitude pour la visite, la qualifiant de « moment attendu depuis longtemps », soulignant que celle-ci permet de renforcer la fraternité et l'amitié historiques entre l'Algérie et le Ni-

ger. « Par cette visite, nous mettons fin à une période inhabituelle marquée par une certaine froideur entre les deux pays, bien que les deux peuples frères aient maintenu le contact », a ajouté le président de la République, affirmant que cette visite du président nigérien en Algérie a « renforcé les liens de fraternité et d'amitié entre nous, en tant que voisins, frères et amis ». Le chef de l'État a indiqué que les deux pays ont convenu de renforcer leur coopération dans plusieurs secteurs stratégiques : sécurité et formation militaire, énergie — notamment hydrocarbures et électricité —, ainsi que formation universitaire et professionnelle. Il a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à accompagner le Niger dans tous ses besoins, « sans ménager aucune des capacités dont nous disposons ». Concernant la lutte contre le terrorisme, M. Tebboune a précisé : « Nous

sommes dans le même camp et nous coopérerons avec le maximum d'efforts, en mobilisant toutes les capacités et l'expertise dont dispose l'Algérie dans ce domaine ». Le président de la République a conclu en soulignant que les liens fraternels entre les deux peuples resteront intacts : « Nous préserverons l'affection qui nous unit depuis des générations. Les peuples algérien et nigérien resteront deux peuples frères et voisins, liés par des relations fraternelles solides ».

Pour sa part, le président de la République du Niger a exprimé « tout particulièrement ma fierté pour la solidité des relations historiques qui unissent nos peuples et notre volonté commune d'insuffler une nouvelle dynamique à notre coopération fraternelle et à notre bon voisinage ».

« Notre présence aujourd'hui reflète l'importance que nous accordons au renforcement des relations fraternelles et de la coopération bilatérale entre nos peuples, nos gouvernements et nos pays », a-t-il souligné, en saluant « la position de l'Algérie en faveur du respect de la souveraineté du Niger et de ses choix politiques internes, qui est une position honorable pour votre gouvernement et pour le grand peuple algérien ».

Le président du Niger Abdourahamane Tiani a affirmé que « nous sommes convaincus qu'une page importante de l'histoire du Sahel et de l'Afrique s'écrit aujourd'hui, et que chaque État choisira sa position en fonction de ses convictions, de ses intérêts et des valeurs auxquelles il croit. C'est dans cet esprit que nous sommes venus dans votre pays frère, ami et voisin ».

SUR FOND DE TENSIONS GÉOPOLITIQUES

Les prix du pétrole enregistrent une légère hausse

Par Selma R.

Les prix du pétrole ont enregistré une hausse marginale ce lundi, prolongeant leurs gains pour une deuxième séance consécutive. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril s'est ainsi hissé à 67,78 dollars, en progression de 0,04 %, tandis que le brut américain West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en mars a gagné 0,08 % pour s'établir à 62,93 dollars.

Ce mouvement intervient dans un contexte d'attente nerveuse face aux développements géopolitiques au Moyen-Orient et à l'annonce d'une reprise des discussions diplomatiques entre Washington et Téhéran. Les marchés restent toutefois prudents, oscillant entre des signaux diplomatiques encourageants, des risques militaires persistants et les perspectives d'un ajustement prochain de l'offre mondiale. En début de séance, selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net »,

le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril s'est stabilisé juste sous la barre des 68 dollars, affichant une progression de 0,04 % pour s'établir à 67,78 dollars. Parallèlement, le brut américain West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en mars a gagné 0,08 %, atteignant 62,93 dollars. La séance a néanmoins été marquée par une activité réduite, l'absence des opérateurs américains pour cause de jour férié limitant les volumes échangés. Cette progression modeste permet aux cours de consolider la reprise entamée en fin de semaine dernière, bien que le Brent et le WTI conservent des replis hebdomadaires respectifs de 0,4 % et 1 %. Ce recul global fait suite aux déclarations du président Donald Trump, qui avait évoqué la possibilité d'un accord avec l'Iran d'ici le mois prochain.

L'attention des investisseurs se porte désormais sur Genève, où un nouveau cycle de discussions entre les États-Unis et l'Iran est prévu ce mardi. Ces

pourparlers, centrés sur le dossier nucléaire, voient Téhéran exiger des retombées économiques concrètes, notamment dans les secteurs stratégiques de l'énergie, des mines et de l'aéronautique. Toutefois, la situation sur le terrain reste complexe : Washington a renforcé son dispositif militaire par le déploiement d'un second porte-avions, tandis que Téhéran menace de riposter contre les bases américaines en cas d'attaque. Pour les analystes, le marché est dans une phase d'observation critique. « Avec la probabilité que chaque partie campe sur ses lignes rouges, les attentes concernant un accord restent faibles, et il pourrait s'agir d'un calme avant la tempête », a estimé Tony Sycamore, analyste de marché chez IG.

En toile de fond, les opérateurs intègrent également les prévisions d'un retour progressif de l'offre du groupe OPEP+. Huit pays de l'alliance prévoient en effet de reprendre des hausses graduelles de production à

partir d'avril, après une pause de trois mois, afin de répondre au pic de la demande estivale. Cette perspective de mise sur le marché de barils supplémentaires limite mécaniquement l'ampleur de la hausse des prix.

Enfin, la faiblesse des volumes de transaction accentue la volatilité actuelle des cours. La fermeture de plusieurs places financières asiatiques majeures, comme la Chine ou la Corée du Sud, à l'occasion du Nouvel An lunaire, réduit considérablement la liquidité globale. Selon Sugandha Sachdeva, de SS Wealth Street, « avec l'absence d'indicateurs clairs sur la demande chinoise cette semaine, la liquidité reste limitée et les mouvements de prix peuvent demeurer erratiques ». Dans ce contexte de faible visibilité, les facteurs géopolitiques et les prochaines données sur les stocks de brut resteront les principaux moteurs des fluctuations à court terme.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le ministère évalue les contrats d’exportation signés à l’international

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a présidé, avant-hier à Alger, une rencontre avec plusieurs opérateurs économiques ayant conclu des contrats d'exportation lors de leur participation à des foires et manifestations économiques internationales à l'étranger, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du "suivi des résultats de la participation algérienne aux manifestations économiques extérieures et de la valorisation des efforts consentis par les opérateurs économiques pour accéder aux marchés internationaux, dans le contexte des efforts visant à renforcer la présence des produits nationaux sur les marchés internationaux, notamment hors hydrocarbures", précise le communiqué.

Lors de la réunion, le ministre a écouté des exposés présentés par les opérateurs économiques sur la nature des contrats signés et les perspectives d'élargissement des opérations d'exportation, ainsi que sur les préoccupations liées à la logistique, au transport et aux procédures réglementaires relatives aux opérations d'exportation. A cette occasion, M. Rezig a affirmé que son département ministériel œuvre à l'accompagnement des exportateurs et à leur apporter les facilitations nécessaires, en application des orientations des hautes autorités du pays visant à diversifier l'économie nationale, promouvoir les exportations et renforcer la compétitivité du produit local sur les marchés extérieurs.

Le ministre a également insisté sur l'importance de tirer profit des foires et manifestations économiques internationales en tant que mécanismes d'ouverture de nouveaux marchés et d'établissement de partenariats commerciaux, mettant en avant le rôle des opérateurs économiques dans la concrétisation de la stratégie de l'Etat visant à faire de l'exportation un levier essentiel de la croissance économique. Il s'agit également de l'élaboration d'un programme de participation à des foires économiques internationales au cours de cette année, en vue de renforcer le positionnement des produits et services algériens sur les marchés extérieurs et d'ouvrir de nouvelles perspectives aux opérateurs économiques.

R E.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Lancement des inscriptions à la 2^e édition du programme “Study in Algeria”

Le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a annoncé, avant-hier à Alger, le lancement des inscriptions à la 2e édition du programme "Study in Algeria", destiné aux étudiants internationaux souhaitant poursuivre leurs études en Algérie à titre "contractuel". S'exprimant lors de la 1e rencontre nationale des étudiants internationaux inscrits sur la plateforme "Study in Algeria", organisée à la Faculté des sciences de l’information et de la communication, M. Baddari a indiqué que cette 2e édition constitue une occasion d'évaluer cette expérience, lancée il y a quelques mois.

Dans ce cadre, le ministre a précisé que

"cette formule (inscription via la plateforme) s’inscrit dans le cadre de la modernisation de l’université, l’amélioration de ses performances et la diversification de ses sources de financement, à travers des contrats conclus entre les étudiants internationaux et les établissements universitaires, définissant en toute transparence les engagements réciproques des deux parties, en vue de bénéficier d’un enseignement et d’une recherche scientifique de qualité". Il a ajouté que cette formule vise également à "permettre à l’université algérienne de rivaliser avec les réseaux universitaires internationaux dans le domaine de l’enseignement supérieur et de la recherche scientifique", tout en offrant à ces étudiants la pos-

sibilité de travailler dans leurs pays d’origine, d’y transférer le savoir et d’être des ambassadeurs de l’Algérie dans leurs pays respectifs.

Pour sa part, le représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines, M. Saadallah Kahal, a exprimé "l’engagement du ministère à accompagner les efforts de l’ensemble des institutions nationales, notamment le ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, dans la mise en œuvre du programme +Study in Algeria+", lequel vient s’ajouter "au programme de bourses accordées par l’Algérie aux étudiants étrangers, en particulier africains et arabes".

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Premier exercice sectoriel de simulation de cyber attaques et cyber Hackathon

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a organisé le premier exercice sectoriel de simulation de cyber attaques et cyber Hackathon, dans le cadre du renforcement de la préparation des institutions nationales face aux cyber menaces, indique dimanche un communiqué du ministère.

"Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a participé samedi aux activités de clôture du premier exercice sectoriel de simulation de cyber attaques et du cyber Hackathon, organisé par le ministère dans le cadre du renforcement de la préparation des institutions nationales face aux cyber menaces, avec la participation de toutes les institutions du secteur", précise la même source. Lors de son allocution, M. Zerrouki a précisé que "le renforcement de la cybersécurité constitue un pilier central pour réaliser une souveraineté numérique nationale, une des priorités stratégiques de l'Algérie dans le cadre de la transformation numérique accélérée". Il a rappelé, à ce propos, "les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sur la nécessité de développer une stratégie nationale numérique intégrée fondée sur l'anticipation, le renforcement de la protection des systèmes d'information et la promotion d'une culture numérique citoyenne et responsable, garantissant la sécurité de l'espace cybernétique national et la durabilité de son développement". Le ministre a également salué "le haut niveau

technique des participants au Hackathon, reflétant le potentiel remarquable de la jeunesse algérienne", soulignant que l'investissement dans les jeunes talents "demeure un choix stratégique pour assurer la durabilité d'une transformation numérique sécurisée", ajoute le communiqué. Dans ce sillage, il a particulièrement félicité "les étudiants de l'Ecole supérieure des technologies de l'information et de la communication et de la poste (ENSTICP), ainsi que tous les participants ayant contribué au succès de cette manifestation scientifique et technique". A noter, que le programme de clôture de cette manifestation a inclus la simulation de plusieurs scénarios de cyberattaques, tels que "le phishing (hameçonnage), les rançongiciels et les attaque par déni de service", ainsi que la présentation et l'examen des résultats du cyber exercice. Le programme a également compris "l'organisation d'une conférence thématique sur la cybersécurité et le développement des compétences face aux défis actuels", ainsi qu'un débat interactif avec le public pour répondre aux questions des participants", conclut le communiqué. APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 15 فيفري 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Février 2026

Produits		Prix du détail¹		أسعار التجزئة²		المنتجات
		DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
			Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	86	100	71	الطماطم	
	Oignon sec	74	83	66	البصل الجاف	
	Ail sec	924	1032	816	الثوم الجاف	
	Carotte	92	105	80	الجزر	
	Navet	104	115	92	اللفت	
	Choux fleur	88	98	78	قرنبيط	
	Choux	86	97	75	الكرنب	
	Courgette	130	145	115	الكوسة	
	Haricot vert	369	393	344	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	151	165	137	الخس	فواكه طازجة
	Mandarine	182	218	146	المندرين	
	Orange	154	190	117	البرتقال	
	Citron	145	168	121	الليمون	
	Pomme locale	396	484	308	التفاح المحلي	
	Datte	521	650	393	التمر	
Produits d’origine animale	Banane	466	489	444	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	V viande bovine locale	1912	2054	1770	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	386	400	373	الدجاج	
	Cœufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	PIR	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,29	-15,46	6,09	10,14	19883	6 859 635,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BOL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,78	9,00	5,56	7119	9 966 600,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,84	6,66	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,92	0,06	10,82	5,51	2155	4 889 695,00
EGH El Aouassel	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,24	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,97	3,97	5,00	1053	442 260,00

VALORISATION DES EAUX ÉPURÉES

Objectif : atteindre 60 % de réutilisation d’ici 2030

Pour faire face au stress hydrique, l’Algérie s’oriente de plus en plus vers l’exploitation des ressources non conventionnelles. À travers un vaste programme de dessalement et le renforcement de la réutilisation des eaux épurées, le pays cherche à consolider sa souveraineté et son autonomie en eau. Dans cette dynamique, la valorisation des eaux usées traitées s’impose progressivement comme l’un des axes majeurs de la stratégie nationale de sécurité hydrique. Les objectifs sont clairement affichés : passer d’un taux de réutilisation d’environ 27 % à la fin 2025 à 30 % à court terme, pour atteindre 60 % à l’horizon 2030, conformément aux orientations du Président de la République.

Par Selma Rachid

Lors de son intervention au forum de la radio, Nouredine Hamidatou, directeur général de l’Hydraulique et du service public de l’eau au ministère de l’Hydraulique, a détaillé les avancées enregistrées, les paliers intermédiaires et la trajectoire fixée à l’horizon 2030, en soulignant que le recours aux ressources dites « non conventionnelles » constitue désormais une nécessité structurelle et non plus une simple option. Selon les chiffres qu’il a présentés, le volume annuel des eaux usées traitées atteint actuellement 613 millions de mètres cubes. Toutefois, l’ensemble de ce volume n’est pas encore valorisé. En 2024, le taux de réutilisation effective était de l’ordre de 19 %, un niveau jugé insuffisant au regard des besoins croissants en eau, notamment dans le secteur agricole. « Nous disposons d’un volume important d’eaux usées traitées. C’est une ressource réelle. L’enjeu aujourd’hui est de mieux la capter et de mieux l’orienter vers les usages utiles, en particulier l’irrigation », a-t-il expliqué. Le responsable a indiqué qu’une progression sensible a déjà été réalisée. Le volume d’eaux usées effectivement réutilisées atteint désormais 160 millions de mètres cubes, soit un taux d’environ 27 % à la fin de l’année 2025. Cette évolution est, selon lui, directement liée aux orientations présidentielles en faveur des ressources en eau non conventionnelles et à l’intégration systématique de la réutilisation dans les nouveaux schémas d’aménagement hydraulique. « Conformément aux instructions des hautes autorités, nous avons relevé le niveau de valorisation de ces eaux. Nous sommes passés d’un taux autour de 19 % à près de 27 %. C’est une progression concrète sur le terrain », a-t-il affirmé. Nouredine Hamidatou a également insisté sur le rôle de substitution que doit jouer cette ressource, en particulier pour l’irrigation agricole, afin de

préserver les eaux conventionnelles destinées à la consommation humaine. « Lorsque nous orientons les eaux traitées vers le secteur agricole, nous libérons des volumes d’eau conventionnelle pour l’alimentation en eau potable. C’est un double gain : nous évitons le gaspillage et nous optimisons l’allocation de la ressource », a-t-il précisé, qualifiant cette démarche de « levier stratégique ». La feuille de route du secteur repose ainsi sur une montée en puissance graduelle. Un premier palier vise un taux de réutilisation de 30 % à court terme, avant d’atteindre 60 % à l’horizon 2030, un objectif que le responsable juge « ambitieux mais réalisable » au regard des programmes engagés. « L’objectif est d’atteindre 30 % dans une première étape, puis d’aller jusqu’à 60 % d’ici 2030, après la réalisation des projets programmés. Cela repose sur l’extension des stations d’épuration, l’amélioration des réseaux de réutilisation et la coordination avec le secteur agricole », a-t-il déclaré. Au-delà des chiffres, le message mis en avant est que la réutilisation des eaux usées traitées devient un pilier de la politique nationale de l’eau, au même titre que le dessalement et les transferts inter-barrages. Dans un contexte marqué par la pression climatique et la variabilité des précipitations, cette ressource alternative est appelée à occuper une place croissante dans l’équilibre futur du système hydrique national. Plus largement, le même responsable a replacé ce chantier dans une stratégie hydrique globale fondée sur plusieurs leviers complémentaires : le renforcement du parc de barrages et des transferts inter-barrages, l’accélération du dessalement de l’eau de mer, l’extension des stations de déminéralisation dans les wilayas du Sud, la réhabilitation des réseaux pour réduire les pertes et les fuites, ainsi que l’amélioration des programmes de distribution, notamment durant les périodes de forte demande comme le mois de Ramadhan. Il a

également insisté sur la généralisation des techniques d’irrigation économe en eau et sur la coordination avec les secteurs de l’agriculture et de l’énergie, estimant que la sécurité hydrique, alimentaire et énergétique « forme un ensemble indissociable qui doit être géré de manière intégrée ».

Suivi renforcé pour l’AEP durant le Ramadhan

La distribution de l’eau potable durant le Ramadhan fait l’objet d’un suivi renforcé de la part des services de l’hydraulique, afin d’assurer la continuité du service et de réduire les déséquilibres entre les régions. Face à la hausse de la demande observée pendant cette période, les autorités ont procédé à une adaptation des programmes de distribution et à un ajustement des schémas d’alimentation. Intervenant sur cette question, Nouredine Hamidatou a indiqué que « des plans spécifiques ont été activés pour le Ramadhan, avec un réaménagement des créneaux de distribution, un suivi quotidien de la situation locale et des interventions rapides en cas de perturbation ». L’objectif, a-t-il souligné, est d’assurer une alimentation plus régulière durant le mois sacré, tout en maintenant le principe d’équité territoriale dans la répartition de la ressource. Le responsable a, dans ce cadre, présenté la structure actuelle de la distribution à l’échelle nationale. Selon lui, 46 % des zones bénéficient d’une distribution quotidienne, tandis que 34 % sont alimentées un jour sur deux. Les secteurs connaissant une distribution espacée de plus de deux jours représentent environ 20 %. En synthèse, près de 80 % de la population reçoit de l’eau potable selon un rythme allant du quotidien à un jour sur deux. « Ces niveaux résultent des ajustements opérés après l’amélioration récente du taux de remplissage des barrages et la mise en service progressive de nouvelles capacités de production ».

PROJET DE LOI DE RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE 2023
La Commission des finances de l’APN auditionne le DG du Domaine national

La Commission des finances et du budget de l’Assemblée populaire nationale (APN) a auditionné le Directeur général du Domaine national, Abderrahmane Khidi, dans le cadre de ses réunions consacrées à l’examen du projet de loi de règlement budgétaire pour l’exercice 2023, indique un communiqué de l’Assemblée. Lors de cette séance d’audition, tenue dimanche soir, sous la présidence de Mohamed Ben Hachem, président de la commission, M. Khidi a présenté un exposé sur l’ensemble des recettes recouvrées au titre des produits et revenus des biens de l’Etat, du cadastre et de la conservation foncière jusqu’au 31 décembre 2023. Dans ce cadre, il a précisé que les recettes ont dépassé 86,9 milliards de DA, avec un taux de réalisation estimé à plus de 127% par rapport aux prévisions inscrites dans la Loi de finances complémentaire 2023, ajoute le communiqué. S’agissant du montant global des sommes restant à recouvrer au 31 décembre 2023, le Directeur général du Domaine national a indiqué qu’il s’élève à plus de 62 milliards de DA. Pour sa part, M. Ben Hachem a rappelé l’importance capitale du secteur du Domaine national, qui couvre "l’ensemble des biens détenus par l’Etat au nom du peuple et qui sont utilisés au service de l’intérêt général", saluant l’adoption du système d’information du Domaine national. Les débats ayant marqué la séance ont permis aux députés de soulever des préoccupations et des interrogations liées aux contrats de concession, aux livrets fonciers, à la numérisation et au dossier de régularisation du foncier agricole. Les députés ont également proposé de promouvoir la Direction du Domaine national en ministère délégué pour avoir un impact positif sur le Trésor public, et de procéder à l’actualisation périodique des redevances.

APS

MOSTAGANEM

L’usine de dessalement de l’eau de mer Sonaghter reprend son activité à pleine capacité

L’usine de dessalement de l’eau de mer Sonaghter (au nord de la commune de Mostaganem) a repris son service à pleine capacité de production, indique, lundi, l’unité de wilaya de l’Algérienne des Eaux (ADE) dans un communiqué. La même source précise que l’usine a repris sa production, il y a quelques jours, avec la moitié de sa capacité

(100.000 mètres cubes par jour), avant de revenir, aujourd’hui, à sa pleine capacité, soit 200.000 mètres cubes par jour. L’unité de wilaya de l’ADE a, d’autre part, indiqué que la reprise de la distribution normale de l’eau potable s’est effectuée selon le calendrier habituel dans l’ensemble des communes concernées. Elle a également invité les citoyens à

signaler, via ses plateformes électroniques ou ses numéros de téléphone, le numéro vert ou le numéro de permanence au niveau de la wilaya, tout retard ou toute interruption dans l’approvisionnement en eau, afin de permettre une intervention rapide. Concernant le mois sacré de Ramadhan, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a ordonné le report

de toute interruption technique pour maintenance après le mois sacré, afin, a-t-il affirmé, « d’assurer un approvisionnement régulier et quotidien des citoyens ». Le responsable local a également annoncé l’octroi d’enveloppes budgétaires destinées à l’extension des réseaux de canalisations vers plusieurs localités dans le cadre de la deuxième phase d’exploitation

des puits artésiens et pour le renforcement électrique des stations de pompage. L’usine avait auparavant cessé sa production en raison de la turbidité de l’eau de mer causée par l’afflux des eaux de l’oued Chelif suite aux récentes perturbations météorologiques, selon le communiqué.

APS

SOLIDARITÉ RAMADHAN

LG Electronics Algérie distribue 170 paniers alimentaires

À l’approche du mois de Ramadan, LG Electronics Algérie renouvelle, comme chaque année, son engagement solidaire envers la communauté à travers sa collaboration avec l’Association SIDRA dans le cadre du programme ALGERIAN FOOD BANK. Cette initiative annuelle vise à soutenir les familles algériennes dans le besoin en leur fournissant des paniers alimentaires,

répondant aux besoins essentiels durant le mois sacré, symbole de partage et de solidarité. Pour 2026, LG Electronics Algérie a distribué 170 paniers alimentaires aux familles nécessiteuses, renforçant ainsi son action caritative, déjà mise en œuvre avec succès lors des éditions précédentes. Cette opération s’est déroulée au siège de LG Electronics Algérie, en partenariat

avec SIDRA, et témoigne de l’engagement constant de l’entreprise envers les populations vulnérables. Au fil des ans, LG Electronics a soutenu diverses causes solidaires, notamment à travers la fourniture de cartables scolaires aux enfants défavorisés, les collectes de vêtements et de jouets organisées à l’occasion de l’Aïd El-Fitr, ainsi que le soutien apporté lors de l’Aïd El-Adha à travers la

distribution de viande au profit de familles nécessiteuses, confirmant ainsi sa volonté d’agir concrètement pour le bien-être de la communauté. À travers ces initiatives, LG Electronics confirme son rôle actif dans la société algérienne, conjuguant innovation technologique et responsabilité sociale, et faisant du partage et de la solidarité des valeurs centrales de son action.

ILLIZI

Désignation de deux nouvelles entreprises pour finaliser les travaux de la route Illizi-Bordj Omar Idriss

Deux nouvelles entreprises ont été désignées pour finaliser les travaux du chemin de wilaya CW-2 reliant Illizi à la commune de Bordj Omar Idriss, après la résiliation des contrats des précédentes entreprises pour non-respect des délais contractuels, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Le wali d'Illizi, Ahcene Khaldi, a indiqué que cette décision intervient dans le cadre de la relance de ce projet et son parachèvement dans les meilleurs délais, au regard de son importance stratégique pour l'amélioration du réseau routier et le désenclavement. Le directeur des travaux publics de la wilaya, Amar Kouider, a affirmé que les deux entreprises nouvellement désignées auront pour mission de finaliser les tronçons de 84 et 42 km de cet axe routier. Et d'ajouter que les travaux se déroulent dans les meilleures conditions afin de rattraper le retard enregistré et livrer le projet dans les délais fixés à 12 mois. Le projet routier en question permettra de réduire la distance séparant Illizi et Bordj Omar Idriss de 700 à 320 km, et la durée du trajet de plus de 4 heures, a-t-on fait savoir en soulignant que les moyens humains et matériels nécessaires sont mobilisés pour garantir le respect des délais. Agence

SKIKDA

Concours de la meilleure photo de sites inédits en image

Un concours de la meilleure photographie de sites inédits en image (non photographiés auparavant) a été lancé dans la wilaya de Skikda, a indiqué, dimanche, le président du Cinéclub de l'université du 20-Août 1955, Ahmed Lakhchine. La même source a précisé à l'APS que ce concours, organisée en coordination avec la direction de wilaya du tourisme et de l'artisanat, vise à " mettre en valeur les atouts naturels et culturels de l'antique Rusicada et à mettre en lumière des sites restés éloignés des objectifs des photographes malgré leur beauté et leur singularité ". Il a ajouté que le règlement du concours, ouvert aux amateurs et aux passionnés de photographie, exige que les clichés soient pris sur le territoire de la wilaya de Skikda, et que chaque candidat " ne peut participer qu'avec une seule photo, originale et de haute qualité ". Il est également permis d'utiliser un smartphone ou un appareil photo professionnel pour prendre des clichés, l'utilisation " d'artifices ou de filtres susceptibles d'altérer la réalité du paysage naturel ", étant interdite, dans le but de " préserver la crédibilité de l'œuvre artistique et son esprit créatif ". Les photographies doivent être soumises par e-mail ou via l'application " Telegram " sous forme de fichier numérique, a encore fait savoir la même source, soulignant que la date limite pour la remise des clichés participants a été fixée au 20 février courant. Les œuvres seront évaluées selon des critères liés à la créativité, à la définition de l'image, à l'idée directrice et à la bonne mise en valeur de la beauté du lieu, selon M. Lakhchine qui a précisé que les gagnants seront annoncées le 27 février prochain.

Agence

BENI-ABBES

Des projets en cours de réalisation à travers les communes de Kerzaz et Timoudi

Une série de projets et autres opérations de développement sont en cours de réalisation au profit des communes de Kerzaz et Timoudi, situées au Sud du chef-lieu de Beni-Abbes, avec pour objectif principal l'amélioration des conditions de vie des habitants et le renforcement des infrastructures de ces collectivités, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Par APS

Ces projets, couvrant plusieurs secteurs d'activités, incluent, notamment, la prochaine mise en service d'un château d'eau d'une capacité de stockage de 500 mètres cubes, au quartier Tazgar, au chef-lieu de la commune de Kerzaz, a-t-on précisé. Cette infrastructure hydraulique, dont les travaux atteignent actuellement 90 pc, vise, une fois mise en exploitation, à améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants de ce quartier et à renforcer les capacités de stockage de ce précieux liquide dans la commune, a-t-on expliqué. Cet ouvrage hydraulique a bénéficié d'un financement public de plus de 45 millions de DA, accordé par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), a détaillé la même source. D'autres initiatives sont également en cours de réalisation au niveau de la même collectivité, notamment la réhabilitation du collecteur des eaux usées au niveau du

« Haï Douar », au chef-lieu de la commune, sur une longueur de plus de 1.000 mètres linéaires, ainsi que des travaux de protection des bords d'une partie de la route menant à cette commune, a-t-on indiqué. En parallèle, des chantiers visant à aménager cinq (5) lotissements sociaux totalisant 459 lots à bâtir dans le cadre de l'auto-construction progressent à un rythme soutenu, a-t-on signalé. Ces projets d'urbanisme, marqués également par la réalisation de réseaux d'éclairage public et de voies de communication (routes) à travers ces lotissements, s'inscrivent dans une volonté générale d'amélioration des conditions de vie de leurs habitants, a-t-on souligné. Par ailleurs, la même collectivité a aussi bénéficié de la réalisation et de l'équipement d'une cantine scolaire pouvant servir quotidiennement jusqu'à 200 repas et dont la mise en service est prévue dès la prochaine rentrée scolaire 2026/2027, ce qui permettra de renforcer le segment de

la restauration scolaire dans la commune. Dans la commune de Timoudi, plusieurs projets significatifs sont également en cours de réalisation pour renforcer les capacités de cette collectivité et répondre aux besoins de ses habitants. Parmi ces projets figure la construction d'un château d'eau de 300 mètres cubes au chef-lieu de la commune, ainsi que l'aménagement d'une route reliant le ksar de Boutarfaïa au ksar de Krouch sur un tracé de deux (2) kilomètres. Ce dernier projet vise à désenclaver définitivement le ksar de Krouch, a-t-on indiqué. De plus, Timoudi se prépare à l'ouverture prochaine d'un espace culturel dédié à la promotion et au développement des activités artistiques et culturelles, réalisé au titre des projets du Plan communal de développement (PCD). Ces nouvelles infrastructures dont a bénéficié la même collectivité devraient jouer un rôle important dans l'amélioration des services offerts aux habitants et renforcer le développement de la commune, a conclu la même source.

ORAN

Approvisionnement quotidien en eau au profit de plus de 80% de la population durant le mois de Ramadhan

La wilaya d'Oran sera davantage stabilisée dans l'approvisionnement en eau potable, durant le mois sacré de Ramadhan, avec 80 à 85 pourcent de la population qui bénéficieront d'une distribution quotidienne de cette ressource vitale, grâce à la disponibilité des ressources en eau et à un ensemble de mesures préventives relatives à la maintenance des infrastructures hydrauliques, a indiqué, dimanche, le directeur général de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR), Oussama Hellaili. Animant une conférence de presse aux côtés du directeur de la distribution de la société, Khodja Houari, consacrée à la situation de l'approvisionnement en eau potable et aux dispo-

sitions prises en prévision du mois sacré, M. Helaili a précisé que la wilaya d'Oran bénéficie actuellement de 600.000 mètres cubes d'eau par jour, dont 96 pc proviennent du dessalement de l'eau de mer. Il a rappelé que les usines de dessalement d'El Mactaâ et de Cap Blanc constituent les principaux fournisseurs de la wilaya, en plus des quotas provenant des stations de Chatt El Hillal et de Kahrama, ajoutant que les 4 pc restants proviennent des eaux souterraines et superficielles. Le même responsable a indiqué que les barrages situés dans l'Ouest du pays et contribuant à l'alimentation de la wilaya d'Oran ont enregistré des niveaux de remplissage appréciables à la suite

des précipitations enregistrées depuis le début de la saison, à l'instar du barrage de Cheliff (Mostaganem) rempli à 100 pc, du barrage de Kerrada rempli à environ 35 pc, ainsi que des barrages de Sidi M'hamed Benaouda et de Gargar (Relizane), ayant atteint respectivement 90 et 60 pc. Le directeur de la SEOR a souligné que les eaux des barrages constituent une réserve de sécurité, en cas de perturbations climatiques nécessitant l'arrêt des usines et stations de dessalement en raison de l'augmentation du taux de plancton, précisant que les programmes de maintenance périodique de ces installations ont été achevés en décembre dernier. De son côté, le directeur de la dis-

tribution, Khodja Houari, a présenté le programme de réhabilitation et de maintenance à travers les différentes communes de la wilaya, lequel a permis de remédier à plusieurs insuffisances. Il a indiqué que les difficultés d'approvisionnement en eau potable enregistrées dans les communes de Mers El Kebir et Tafraoui seront prochainement résolues à la faveur des projets de renforcement du réseau d'alimentation. Il a également signalé que la SEOR a réalisé près de 40 opérations de réhabilitation des réseaux et des infrastructures hydrauliques, en prévision du mois de Ramadhan, période marquée par une hausse de la demande en eau.

APS

SUD/FORMATION PROFESSIONNELLE

Signature de conventions et introduction de nouvelles spécialités

La signature de plusieurs conventions de partenariat et de coopération, l'ouverture de nouvelles spécialités de formation et le renforcement du volet théorique pour l'insertion professionnelle des stagiaires, ont été les faits saillants de la rentrée de la formation professionnelle, session de février 2026, dans le Sud du pays. A Ouargla, la saison de formation est marquée par la signature de quatre (4) conventions de partenariat entre le Centre de formation "Abdelkader Bensebgueg" de Sidi-Khouiled et des établissements hôteliers pour la formation de stagiaires en hôtellerie, a indiqué le directeur de wilaya du secteur la formation, Ahmed Belkhadem. Pas moins de 2.537 postes de formation sont offerts cette session à travers la wilaya, portant le nombre global des effectifs à 6.974 inscrits. A Illizi, cette session de formation a donné lieu à la conclusion de

huit (8) conventions de partenariat et de coopération entre le secteur de la formation et des entreprises et organismes publics, a indiqué le directeur du secteur, Youcef Hamdani. Dans la wilaya d'El-Meghaier, ont été introduites, trois nouvelles spécialités de formation de guide touristique, jardinage, horticulture et phénici-culture au niveau des instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle "Chahid Mohamed Zeghad" à El-Meghaier et "Chahid Messaoud Belkacem" à Djamaa et au niveau du centre de la formation professionnelle de la commune d'Oum-Tiour. La nomenclature de formation dans la wilaya Adrar a été étoffée, au titre de cette session, par l'ouverture, en formation résidentielle, des spécialités d'informatique, soudure, menuiserie aluminium, mécanique et maintenance et d'autres spécialités administratives. Concernant l'apprentis-

sage, ont été introduites des spécialités de formation dans les réseaux de télécommunication, les panneaux solaires, l'électricité industrielle, les grandes cultures agricoles, l'installation et maintenance des équipements de froid, de vidéosurveillance et d'alarmes. Outre la wilaya de Tamanrasset où cette session a été marquée par l'ouverture de spécialités de formation en décoration et architecture, la wilaya de Timimoun a enregistré l'ouverture de spécialités de formation en technicien de travaux publics, guide touristique, technicien en ouvrages d'art, hygiène et sécurité minière, hôtellerie et restauration. La wilaya d'El-Meniaa a accueilli, pour sa part, 1.120 nouveaux inscrits, répartis sur 47 spécialités de formation, dont sept (7) nouvellement introduites à travers les différents établissements de formation.

APS

QUAND L'IA REPROGRAMME INTERNET

De l'économie de l'attention à l'économie de l'intention

L'Internet traditionnel, fondé sur la navigation et le clic, laisse place au « Synternet », une infrastructure où l'IA délègue et exécute nos intentions. Ce basculement technologique, porté par des agents autonomes et de nouvelles interfaces, réduit déjà le trafic organique des sites de 15 % à 25 %. Une refondation profonde qui interroge la souveraineté européenne et notre rapport à la réalité.



Par Damien Douani (1)
et Jean-Dominique Séval (2)

Alors que les débats sur la régulation de l'intelligence artificielle (IA) et la puissance des géants technologiques saturent l'espace médiatique, un basculement plus profond que la seule montée des chatbots génératifs est déjà à l'œuvre. Nous vivons la fin progressive de l'Internet tel que nous l'avons construit et pratiqué depuis plus de vingt ans. Ce réseau de pages, de liens et de plateformes, où l'utilisateur clique, cherche, trie et agit par lui-même, s'apprête à laisser place à une nouvelle matrice : le « Synternet ». Ce néologisme, fusion de « synthétique », de « synchronisation », de « synapses » et de « d'Internet », ne désigne pas une mise à jour, mais une refondation des infrastructures numériques. Là où l'Internet historique reposait sur l'économie de l'attention — capter du temps disponible pour vendre de la publicité — le Synternet inaugure l'ère de l'intention déléguée.

La fin du « rechercher, choisir, agir »

Depuis les années 2000, le modèle était simple et redoutablement efficace : nous naviguions dans un océan d'informations et de contenus pour finaliser une action (acheter, réserver, lire). Demain, cette mécanique devient moins centrale. Dans la décennie qui s'ouvre, nous interagissons de plus en plus avec le Web au travers d'agents IA personnels. Ces doubles numériques, extensions de nous-mêmes, ne se contentent pas de répondre : ils synthétisent, priorisent et commencent à exécuter. Ils comprennent nos intentions, dialoguent avec des services tiers, remplissent des formulaires,

comparent des options, déclenchent des transactions. Le triptyque « rechercher, choisir, agir » est remplacé par une chaîne automatisée où l'humain formule une intention et où la machine opère. C'est la promesse d'un monde « zéro-clic », où la navigation recule au profit de la résolution. Selon Bain, la généralisation des réponses générées par IA et du « zéro-clic » réduit déjà le trafic organique vers les sites de 15 % à 25 %.

Un bouleversement profond : des infrastructures aux applications

Ce passage de l'Internet au Synternet se traduit par une reconfiguration des blocs fondamentaux : infrastructures (réseaux, centres de données, développement), couches applicatives (contenus, commerce, services, travail) et interfaces d'accès (terminaux, recherche). La construction des fondations du Synternet est déjà très engagée à travers des investissements massifs dans les capacités de stockage de données et d'entraînement des modèles d'IA. Il en va de même pour le développement, véritable laboratoire avancé de cette transition : l'IA générative industrialise la production logicielle, du prototype au déploiement, en automatisant une part croissante du code, des tests, de la documentation et de la maintenance. Les API, ces connecteurs qui permettent aux services de se parler, ne servent plus seulement à afficher : elles rendent des fonctions exécutables par des agents. La recherche se dissout dans la réponse : ce qui comptait hier (le trafic, la page, le clic) cède la place à ce qui comptera demain (la résolution, la transaction, la confiance). En revanche, les applications commencent à peine leur transformation. La recherche se dissout dans la réponse : ce qui

comptait hier (le trafic, la page, le clic) cède la place à ce qui comptera demain (la résolution, la transaction, la confiance). Les contenus ne sont plus une destination, mais des éléments ingérés par les LLM pour nous présenter une version personnalisée et centrée sur nos attentes. L'identité devient fluide, entre avatars plus vrais que nature et doubles numériques fidèles. Le commerce glisse vers des « marchés conversationnels » où l'agent compare, arbitre et achète sans que l'utilisateur ne voie l'interface. Le travail devient un continuum d'automatisations pilotées par des agents capables de rédiger, coder, planifier et négocier. Les navigateurs intègrent désormais nativement les IA conversationnelles pour mobiliser un agent prêt à analyser la page demandée par l'utilisateur « pour action ».

La bataille fait rage pour l'après-smartphone

Les terminaux adaptés à ce nouvel Internet restent à inventer. Le plus probable étant un continuum d'objets utilisés en fonction du contexte : montre, lunettes, bagues, stylo, enceintes connectées... et demain des robots. La bataille est ouverte, avec ses échecs précoces (AI Pin, Rabbit R1) et ses paris industriels : les acteurs de l'IA cherchent la bonne interface (OpenAI débauchant Jony Ive, l'ancien designer d'Apple), tandis que des pure players (Plaud, Friend) misent sur la captation de données vocales et contextuelles, point d'entrée de l'information personnelle.

Le dilemme des « dinosaures » et des « Synternet natifs »

Alors que chaque bloc de l'Internet entame sa mue, la question centrale devient celle de la structure de ce nouveau marché. Au moins deux scénarios s'affrontent.

Le premier est celui de la verticalisation : les géants actuels (Microsoft, Google, Amazon, mais aussi ByteDance ou Alibaba) utilisent leurs clouds, leurs écosystèmes et leurs immenses réserves de liquidités pour verrouiller la transition, en intégrant modèles, distribution et services. Le second scénario, plus disruptif, parie sur l'émergence de « Synternet natives ». Comme Google avait remplacé les portails des années 1990 (Yahoo, AOL), de nouveaux acteurs pourraient rendre obsolètes des modèles fondés sur la publicité et l'abonnement. Le smartphone pourrait reculer au profit de nouveaux terminaux, et des modèles open source tournant localement réduiraient la dépendance au cloud. Dans ce monde, la valeur se déplacerait vers des tiers de confiance — des « trust brokers » — chargés de certifier que le contenu et les actions proposés ne relèvent ni de l'hallucination ni de la manipulation.

L'Europe, entre l'impératif de souveraineté et une crise de la réalité

Dans cette tectonique des plaques, où se situe l'Europe ? Si le constat est souvent sévère sur sa capacité à produire des géants de la Tech, le Synternet rebat les cartes. L'enjeu n'est plus seulement de réguler les plateformes d'hier, mais de construire et contrôler les briques de demain. Si l'Europe laisse des agents américains ou chinois devenir les seuls exécuteurs de nos intentions, elle perdra encore en souveraineté économique et en capacité de choix. Le Synternet risque de plonger nos sociétés dans une crise de la vérité sans précédent.

L'Europe a pourtant une carte à jouer sur la couche « éthique, confiance et régulation » — transparence, cybersécurité, certification — non pas comme frein, mais comme avantage. Mais cela ne suffira pas : il faut aussi investir dans le calcul et dans les interfaces de demain, pour ne pas rester consommatrice d'un monde synthétique conçu ailleurs.

Enfin, ce basculement pose une question sociétale vertigineuse. Le Synternet, par sa capacité à générer du contenu, du code et des décisions en temps réel, risque de plonger nos sociétés dans une crise de la vérité sans précédent. Quand le contenu est généré synthétiquement pour plaire à nos biais, et quand nos choix sont délégués à des algorithmes dont l'objectif est l'optimisation, que reste-t-il du libre arbitre et de la réalité partagée ? Ne nous y trompons pas : ce qui arrive n'est pas une évolution, ni une transformation numérique de plus : c'est une totale réécriture des règles du jeu.

- (1) Cofondateur du cabinet Topos, spécialiste des innovations et des nouveaux usages, responsable Innovations & IA de l'école Narratiiv
(2) Cofondateur du cabinet Topos, spécialiste de l'économie numérique et ancien directeur général adjoint de l'IDATE DigiWorld

Source : La Tribune.fr, publié le 11/02/2026

CACAO AFRICAÏN

Une décennie de boom et d’instabilité chez les grands producteurs

Le cacao fait partie des principaux produits d'exportation en Afrique, avec le café, le coton et le thé. L'offre est portée par les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. L'Afrique est le premier bassin mondial de production de cacao, comptant pour près de 70 % de l'offre globale en fèves. Source d'approvisionnement privilégiée pour les traders et multinationales de tous horizons, la région a connu sur la dernière décennie un cycle de forte croissance, suivi d'un net coup de frein. Entre 2015/2016 et 2020/2021, les deux géants du continent, à savoir la Côte d'Ivoire, et le Ghana, ont enregistré une hausse marquée de leurs volumes. En Côte d'Ivoire, la récolte est passée d'environ 1,58 million de tonnes en 2015/2016 à un pic de 2,25 millions t en 2020/2021, portée par la distribution de semences de cacao à haut rendement, résistantes à la sécheresse et aux maladies du verger. Le pays a ensuite connu un repli à 2,12 millions t en 2021/2022, une remontée à 2,24 millions t en 2022/2023, et surtout une chute à 1,67 million t en 2023/2024 sur fond de sécheresse. Au Ghana, la filière a affiché une évolution nettement plus en dents de scie, au gré des conditions météorologiques, du vieillissement des plantations, et de problèmes récurrents comme la maladie virale du cacaoyer (Swollen Shoot). Après avoir atteint 1,05 million de tonnes en 2020/2021, la production est tombée à 683 000 t en 2021/2022, puis à 654 000 t en 2022/2023 et à 530 000 t en 2023/2024. Le Nigeria et le Cameroun évoluent sur une trajectoire plus régulière. Leurs récoltes restent modestes, mais ont progressé lentement, passant respectivement d'environ 200 000 à 350 000 tonnes, et de 211 000 à 320 000 tonnes entre 2015/2016 et 2023/2024. Voici dans les détails, l'évolution de l'offre au niveau de ces principaux producteurs depuis 2015/2016, et les prévisions pour 2024/2025.

Agence

SOUS-SOL AFRICAÏN

Pourquoi les États investissent eux-mêmes dans l’exploration

Les découvertes de gisements miniers consacrent souvent des années d’investissements de compagnies spécialisées dans l’exploration. Ces investissements ont aussi leur lot d’échecs, un risque qui peut être réduit avec des données préalables sur le sous-sol. Or, le sous-sol africain reste peu exploré.

Par Rédaction internationale

Premier producteur africain de diamants en volume, le Botswana lance une nouvelle société d'exploration publique dédiée à l'amélioration des données géologiques nationales. Annoncée la semaine dernière en marge de la conférence Mining Indaba en Afrique du Sud, cette décision de Gaborone illustre les efforts croissants de plusieurs pays miniers du continent, afin de mieux révéler le potentiel de leur sous-sol au monde et attirer davantage d'investissements.

Continent sous-exploré

Riche en ressources minérales, le continent compte les principaux producteurs mondiaux de plusieurs métaux comme le cuivre et le cobalt (RDC) ou les métaux du groupe du platine (Afrique du Sud). Un chiffre revient souvent pour illustrer l'importance de l'Afrique, qui hébergerait 30 % des réserves mondiales de minéraux critiques, indispensables à la transition énergétique et à d'autres usages industriels essentiels. Des pans entiers du continent restent pourtant sous-explorés, et les investisseurs intéressés par le potentiel annoncé doivent encore investir des millions de dollars en tra-

voux de cartographie et d'exploration préliminaire, afin d'affiner ensuite les travaux de forage. L'Afrique n'a ainsi attiré que 10 % des dépenses mondiales d'exploration minière en 2024, alors que le continent représente 22 % des terres émergées. A titre d'illustration, la ministre botswanaise des Mines, Bogolo Joy Kenewendo (photo), a confié à Reuters que le pays n'a exploré qu'environ 30 % de son territoire jusqu'ici. « Nous voulons nous assurer que nous disposons des bonnes données et que nous savons où se trouvent les ressources [...] On peut perdre beaucoup d'argent en explorant sans rien trouver », a indiqué la ministre Kenewendo, en référence notamment aux compagnies actives dans les premières étapes de l'exploration minière et qui peuvent hésiter à investir en raison des risques d'échec élevés à ces stades.

Retour sur investissement

Pour le gouvernement botswanais, les prochains investissements prévus dans l'exploration minière interviennent à un moment où le pays traverse une crise économique liée à la baisse des prix et de la demande de diamants. Le Botswana veut diversifier son économie de manière générale et son secteur minier en

particulier, avec l'exploitation d'autres minéraux comme le cuivre ou le nickel. A l'autre bout du continent, le Nigeria est engagé dans une démarche similaire, avec l'objectif de réduire la dépendance au pétrole grâce au développement du secteur minier. Entre un accord en 2023 avec l'Africa Finance Corporation et la société Xcalibur Smart Mapping pour la collecte de données, ainsi que la signature en 2024 d'un protocole d'accord avec la France pour financer l'exploration géologique, Abuja a lancé, ces dernières années, plusieurs initiatives visant à mieux cartographier un sous-sol qui hébergerait 700 milliards USD de réserves. En Afrique de l'Est, le Kenya s'inscrit aussi dans cette démarche, avec une campagne géophysique aéroportée nationale ayant permis de générer en 2023 de nouvelles données géologiques. 970 occurrences minérales, y compris pour les minéraux critiques, ont été identifiées dans 15 comtés, et ces opportunités font depuis l'objet de campagnes de communication auprès des investisseurs. Attirer des compagnies minières s'inscrit en effet dans les plans du gouvernement kényan, qui a investi en premier pour mobiliser davantage de fonds destinés à faire passer la contribution du secteur minier à 10 % d'ici 2030, contre moins de 1 % à la fin des années 2020.

HYDROGÈNE VERT EN AFRIQUE

La question de l’emploi au cœur de la transition

La montée des projets d'hydrogène vert en Afrique est souvent présentée comme une chance de faire basculer le continent vers une économie bas carbone. Mais au-delà des ambitions énergétiques, la question de l'emploi se pose comme un enjeu majeur pour l'avenir socio-économique des pays africains. Les projets d'hydrogène vert sont présentés comme une composante du développement énergétique en Afrique, avec des implications économiques majeures pour les décennies à venir. Selon une analyse publiée conjointement par Masdar et la plateforme Abu Dhabi Sustainability Week, fondée sur des données de McKinsey &

Company, une industrie africaine de l'hydrogène vert dotée d'une capacité de production significative pourrait créer entre 1,9 et 3,7 millions d'emplois directs, et contribuer à entre 60 et 120 milliards USD au PIB continental. Ces projections établies à l'horizon 2050 reposent sur une production annuelle potentielle de 30 à 60 millions de tonnes d'hydrogène vert, exploitant les ressources solaires et éoliennes africaines pour répondre à une part du marché mondial.

Des projets ambitieux, mais des emplois encore incertains

Ces dernières années, les initiatives

et projets se multiplient. D'après le rapport Africa Hydrogen Insight 2025 de l'Energy Industries Council (EIC), 78 projets d'hydrogène vert sont actuellement annoncés à travers l'Afrique, avec une capacité cumulative prévue d'environ 38 GW et près de 194 milliards USD d'investissements planifiés. Pour l'heure cependant, la production opérationnelle reste très limitée. Seuls deux projets à petite échelle en activité en Namibie totalisent environ 17 mégawatts (MW), soit une infime fraction des capacités envisagées. La Namibie s'est positionnée en tête avec le projet Hyphen Hydrogen Energy qui prévoit la création

de 15 000 emplois pendant la construction, et 3000 postes permanents lorsque l'installation sera opérationnelle. Au Maroc, le ministre de l'Inclusion économique, de la Petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences Younes Sekkouri, a annoncé en 2024 que la filière pourrait générer 300 000 emplois directs d'ici 2030 et que des instituts de formation spécialisés sont déjà en activité à Oujda, Ouarzazate et Tanger, pour préparer la main-d'œuvre. Ces projets montrent que l'emploi est envisagé dès la conception des infrastructures, mais la transition entre promesses et réalité reste fragile.

R. I.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Le Mozambique lance l’élaboration d’une stratégie nationale

Dans le cadre de sa transformation numérique, le Mozambique a intensifié ces derniers mois les initiatives visant à généraliser l'accès aux TIC, en particulier à Internet. Selon les données de l'UIT, près de 80 % des Mozambicains n'étaient pas connectés en 2024. La semaine dernière, les autorités ont officiellement lancé le processus d'élaboration de la Stratégie nationale de transformation numérique. Cette feuille de route ambitionne de tirer parti du potentiel géographique, énergétique et démographique du pays, en l'articulant avec les infrastructures numériques publiques pour favoriser un développement inclusif et renforcer la résilience économique.

Le lancement a eu lieu le jeudi 12 février, lors d'une session spéciale organisée dans le cadre de la Conférence nationale sur la transformation numérique, qui s'est déroulée du 11 au 12 février. Selon les autorités, l'élaboration de la stratégie comprendra des consultations régionales et nationales, la définition d'une vision, de priorités et d'indicateurs de performance, la fixation d'objectifs stratégiques et d'un plan d'action, ainsi que la mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation et d'un modèle clair de gouvernance. L'ensemble du processus aboutira à une validation participative. « Une stratégie conçue et assumée au niveau national, cohérente et pragmatique, pourra servir de base pour mobiliser in-

vestissements et soutien international, consolidant la digitalisation comme facilitateur transversal de la transformation économique, de l'inclusion sociale, du développement des infrastructures et de la durabilité environnementale dans le pays », a déclaré Lourino Chemane, président du Conseil d'administration de l'Institut national des TIC (INTIC). Cette initiative s'inscrit dans un contexte de transformation numérique accélérée sur le continent africain, où de nombreux pays intègrent les TIC dans tous les secteurs pour soutenir leur développement socio-économique. Dans ce cadre, les autorités mozambicaines multiplient les efforts pour élargir l'accès aux services de téléphonie mobile, dont les

taux de pénétration étaient respectivement de 79,9 % pour la téléphonie mobile et de 20,5 % pour l'Internet mobile, selon l'UIT. Pour rappel, le Mozambique est classé 177^e sur 193 pays à l'Indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI) 2024 des Nations unies, avec un score de 0,2848 sur 1, inférieur aux moyennes sous-régionale (0,3903), africaine (0,4247) et mondiale (0,6382). En matière de cybersécurité, le pays se situe au troisième palier de l'Indice global de l'UIT en 2024, avec des marges de progression notables dans les domaines légal, technique et du renforcement des capacités.

R. E.

SOUS-SOL AFRICAIN

Pourquoi les États investissent eux-mêmes dans l’exploration

Les découvertes de gisements miniers consacrent souvent des années d’investissements de compagnies spécialisées dans l’exploration. Ces investissements ont aussi leur lot d’échecs, un risque qui peut être réduit avec des données préalables sur le sous-sol. Or, le sous-sol africain reste peu exploré.

Par Rédaction internationale

Premier producteur africain de diamants en volume, le Botswana lance une nouvelle société d’exploration publique dédiée à l’amélioration des données géologiques nationales. Annoncée la semaine dernière en marge de la conférence Mining Indaba en Afrique du Sud, cette décision de Gaborone illustre les efforts croissants de plusieurs pays miniers du continent, afin de mieux révéler le potentiel de leur sous-sol au monde et attirer davantage d’investissements.

Continent sous-exploré

Riche en ressources minérales, le continent compte les principaux producteurs mondiaux de plusieurs métaux comme le cuivre et le cobalt (RDC) ou les métaux du groupe du platine (Afrique du Sud). Un chiffre revient souvent pour illustrer l’importance de l’Afrique, qui hébergerait 30 % des réserves mondiales de minéraux critiques, indispensables à la transition énergétique et à d’autres usages industriels essentiels. Des pans entiers du continent restent pourtant sous-explorés, et les investisseurs intéressés par le potentiel annoncé doivent encore investir

des millions de dollars en travaux de cartographie et d’exploration préliminaire, afin d’affiner ensuite les travaux de forage. L’Afrique n’a ainsi attiré que 10 % des dépenses mondiales d’exploration minière en 2024, alors que le continent représente 22 % des terres émergées. A titre d’illustration, la ministre botswanaise des Mines, Bogolo Joy Kenewendo (photo), a confié à Reuters que le pays n’a exploré qu’environ 30 % de son territoire jusqu’ici. « Nous voulons nous assurer que nous disposons des bonnes données et que nous savons où se trouvent les ressources [...] On peut perdre beaucoup d’argent en explorant sans rien trouver », a indiqué la ministre Kenewendo, en référence notamment aux compagnies actives dans les premières étapes de l’exploration minière et qui peuvent hésiter à investir en raison des risques d’échec élevés à ces stades.

Retour sur investissement

Pour le gouvernement botswanais, les prochains investissements prévus dans l’exploration minière interviennent à un moment où le pays traverse une crise économique liée à la baisse des prix et de la demande de diamants. Le Botswana veut diversifier son économie de manière générale et son secteur minier en par-

ticulier, avec l’exploitation d’autres minéraux comme le cuivre ou le nickel. A l’autre bout du continent, le Nigeria est engagé dans une démarche similaire, avec l’objectif de réduire la dépendance au pétrole grâce au développement du secteur minier. Entre un accord en 2023 avec l’Africa Finance Corporation et la société Xcalibur Smart Mapping pour la collecte de données, ainsi que la signature en 2024 d’un protocole d’accord avec la France pour financer l’exploration géologique, Abuja a lancé, ces dernières années, plusieurs initiatives visant à mieux cartographier un sous-sol qui hébergerait 700 milliards USD de réserves. En Afrique de l’Est, le Kenya s’inscrit aussi dans cette démarche, avec une campagne géophysique aéroportée nationale ayant permis de générer en 2023 de nouvelles données géologiques. 970 occurrences minérales, y compris pour les minéraux critiques, ont été identifiées dans 15 comtés, et ces opportunités font depuis l’objet de campagnes de communication auprès des investisseurs. Attirer des compagnies minières s’inscrit en effet dans les plans du gouvernement kényan, qui a investi en premier pour mobiliser davantage de fonds destinés à faire passer la contribution du secteur minier à 10 % d’ici 2030, contre moins de 1 % à la fin des années 2020.

HYDROGÈNE VERT EN AFRIQUE

La question de l’emploi au cœur de la transition

La montée des projets d’hydrogène vert en Afrique est souvent présentée comme une chance de faire basculer le continent vers une économie bas carbone. Mais au-delà des ambitions énergétiques, la question de l’emploi se pose comme un enjeu majeur pour l’avenir socio-économique des pays africains. Les projets d’hydrogène vert sont présentés comme une composante du développement énergétique en Afrique, avec des implications économiques majeures pour les décennies à venir. Selon une analyse publiée conjointement par Masdar et la plateforme Abu Dhabi Sustainability Week, fondée sur des données de McKinsey & Company, une industrie

africaine de l’hydrogène vert dotée d’une capacité de production significative pourrait créer entre 1,9 et 3,7 millions d’emplois directs, et contribuer à entre 60 et 120 milliards USD au PIB continental. Ces projections établies à l’horizon 2050 reposent sur une production annuelle potentielle de 30 à 60 millions de tonnes d’hydrogène vert, exploitant les ressources solaires et éoliennes africaines pour répondre à une part du marché mondial.

Des projets ambitieux, mais des emplois encore incertains

Ces dernières années, les initiatives et projets se multiplient. D’après le

rapport Africa Hydrogen Insight 2025 de l’Energy Industries Council (EIC), 78 projets d’hydrogène vert sont actuellement annoncés à travers l’Afrique, avec une capacité cumulative prévue d’environ 38 GW et près de 194 milliards USD d’investissements planifiés. Pour l’heure cependant, la production opérationnelle reste très limitée. Seuls deux projets à petite échelle en activité en Namibie totalisent environ 17 mégawatts (MW), soit une infime fraction des capacités envisagées. La Namibie s’est positionnée en tête avec le projet Hyphen Hydrogen Energy qui prévoit la création de 15 000 emplois pendant la

construction, et 3 000 postes permanents lorsque l’installation sera opérationnelle. Au Maroc, le ministre de l’Inclusion économique, de la Petite Entreprise, de l’Emploi et des Compétences Younes Sekkouri, a annoncé en 2024 que la filière pourrait générer 300 000 emplois directs d’ici 2030 et que des instituts de formation spécialisés sont déjà en activité à Oujda, Ouarzazate et Tanger, pour préparer la main-d’œuvre. Ces projets montrent que l’emploi est envisagé dès la conception des infrastructures, mais la transition entre promesses et réalité reste fragile.

R. I.

CACAO AFRICAIN
Une décennie de boom et d’instabilité chez les grands producteurs

Le cacao fait partie des principaux produits d’exportation en Afrique, avec le café, le coton et le thé. L’offre est portée par les pays d’Afrique de l’Ouest et du Centre. L’Afrique est le premier bassin mondial de production de cacao, comptant pour près de 70 % de l’offre globale en fèves. Source d’approvisionnement privilégiée pour les traders et multinationales de tous horizons, la région a connu sur la dernière décennie un cycle de forte croissance, suivi d’un net coup de frein. Entre 2015/2016 et 2020/2021, les deux géants du continent, à savoir la Côte d’Ivoire, et le Ghana, ont enregistré une hausse marquée de leurs volumes. En Côte d’Ivoire, la récolte est passée d’environ 1,58 million de tonnes en 2015/2016 à un pic de 2,25 millions t en 2020/2021, portée par la distribution de semences de cacao à haut rendement, résistantes à la sécheresse et aux maladies du verger. Le pays a ensuite connu un repli à 2,12 millions t en 2021/2022, une remontée à 2,24 millions t en 2022/2023, et surtout une chute à 1,67 million t en 2023/2024 sur fond de sécheresse. Au Ghana, la filière a affiché une évolution nettement plus en dents de scie, au gré des conditions météorologiques, du vieillissement des plantations, et de problèmes récurrents comme la maladie virale du cacaoyer (Swollen Shoot). Après avoir atteint 1,05 million de tonnes en 2020/2021, la production est tombée à 683 000 t en 2021/2022, puis à 654 000 t en 2022/2023 et à 530 000 t en 2023/2024. Le Nigeria et le Cameroun évoluent sur une trajectoire plus rugueuse. Leurs récoltes restent modestes, mais ont progressé lentement, passant respectivement d’environ 200 000 à 350 000 tonnes, et de 211 000 à 320 000 tonnes entre 2015/2016 et 2023/2024. Voici dans les détails, l’évolution de l’offre au niveau de ces principaux producteurs depuis 2015/2016, et les prévisions pour 2024/2025.

Agence

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Le Mozambique lance l’élaboration d’une stratégie nationale

Dans le cadre de sa transformation numérique, le Mozambique a intensifié ces derniers mois les initiatives visant à généraliser l’accès aux TIC, en particulier à Internet. Selon les données de l’UIT, près de 80 % des Mozambicains n’étaient pas connectés en 2024. La semaine dernière, les autorités ont officiellement lancé le processus d’élaboration de la Stratégie nationale de transformation numérique. Cette feuille de route ambitionne de tirer parti du potentiel géographique, énergétique et démographique du pays, en l’articulant avec les infrastructures numériques publiques pour favoriser un développement inclusif et renforcer la résilience économique.

Le lancement a eu lieu le jeudi 12 février, lors d’une session spéciale organisée dans le cadre de la Conférence nationale sur la transformation numérique, qui s’est déroulée du 11 au 12 février. Selon les autorités, l’élaboration de la stratégie comprendra des consultations régionales et nationales, la définition d’une vision, de priorités et d’indicateurs de performance, la fixation d’objectifs stratégiques et d’un plan d’action, ainsi que la mise en place de mécanismes de suivi et d’évaluation et d’un modèle clair de gouvernance. L’ensemble du processus aboutira à une validation participative. « Une stratégie conçue et assumée au niveau national, cohérente et pragmatique, pourra servir de base pour mo-

biliser investissements et soutien international, consolidant la digitalisation comme facilitateur transversal de la transformation économique, de l’inclusion sociale, du développement des infrastructures et de la durabilité environnementale dans le pays », a déclaré Lourino Chemane, président du Conseil d’administration de l’Institut national des TIC (INTIC). Cette initiative s’inscrit dans un contexte de transformation numérique accélérée sur le continent africain, où de nombreux pays intègrent les TIC dans tous les secteurs pour soutenir leur développement socio-économique. Dans ce cadre, les autorités mozambicaines multiplient les efforts pour élargir l’accès aux services de té-

léphonie mobile, dont les taux de pénétration étaient respectivement de 79,9 % pour la téléphonie mobile et de 20,5 % pour l’Internet mobile, selon l’UIT. Pour rappel, le Mozambique est classé 177^e sur 193 pays à l’Indice de développement de l’e-gouvernement (EGDI) 2024 des Nations unies, avec un score de 0,2848 sur 1, inférieur aux moyennes sous-régionale (0,3903), africaine (0,4247) et mondiale (0,6382). En matière de cybersécurité, le pays se situe au troisième palier de l’Indice global de l’UIT en 2024, avec des marges de progression notables dans les domaines légal, technique et du renforcement des capacités.

R. E.

BOURSE ZURICH

Le SMI se maintient dans le vert

La Bourse suisse restait ancrée dans le vert lundi matin, en entame d'une semaine marquée par de nombreuses données macroéconomiques et la poursuite de la saison des résultats annuels. En Suisse, ceux de Straumann, Nestlé et Sika seront scrutés de près.

Revenant sur la clôture en repli de Wall Street sur la semaine écoulée, Arthur Jurus d'Oddo BHF Suisse a estimé que "cette baisse ne s'inscrit pas dans un scénario de choc macroéconomique". Pour le directeur des investissements, "les données publiées confirment au contraire un ralentissement contrôlé". Aux Etats-Unis, l'inflation a progressé de 2,4% sur un an en janvier contre 2,7% le mois précédent, selon l'indice des prix à la consommation (CPI) publié vendredi. La décélération est un peu plus forte que ce qui était attendu par les analystes et a été accueillie comme une "victoire" par la Maison Blanche. "Les marchés vont devoir arbitrer entre une inflation en baisse, une croissance qui ralentit, mais reste positive, et des banques centrales qui restent prudentes", a résumé John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement

chez Cité Gestion. Les marchés européens risquent de manquer d'impulsion dans l'après-midi, Wall Street restant fermé ce lundi en raison du jour férié du Presidents' Day. Les données macroéconomiques devraient par contre apporter quelques impulsions, avec une croissance en hausse de 0,2% au dernier trimestre en Suisse. Au Japon, le produit intérieur brut (PIB) a grimpé de 0,1% entre octobre et décembre par rapport au trimestre précédent. Mercredi, les investisseurs guetteront la publication du protocole de la précédente réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Galderma ne convainc pas

A la Bourse suisse vers 10h45, l'indice vedette SMI accélérât la cadence et progressait de 0,24% à 13'632,50 points, après avoir ouvert en petite hausse de 0,05%. Le SLI montait de 0,15% à

2160,35 points et le SPI gagnait 0,17% à 18'795,73 points. La moitié des valeurs vedettes s'affichait en progression, les plus fortes hausses étant désormais enregistrées par UBS (+1,8%) Logitech (+1,6%) et Julius Bär (+1,4%). Zurich Insurance (+1,3%) et l'assureur britannique Beazley ont obtenu un délai supplémentaire pour leurs négociations de rachat. Roche (-0,2%) restait par contre dans le rouge, malgré des données d'études positives pour son médicament Gazyva contre la néphropathie membranaire primaire. Les deux autres poids lourds Nestlé (+0,3%), qui présentera ses résultats annuels jeudi, et Novartis (-0,02%) évoluaient dans des directions opposées.

Galderma (-1,6%) demeurait dans le bas du tableau, devant Schindler (-1,4%) et Sonova (-1,4%). Le spécialiste des soins dermatologiques a annoncé la nomination d'un nouveau directeur financier en la personne de Luigi La Corte. Deutsche Bank a abaissé l'objectif de cours du fabricant d'ascenseurs et confirmé la recommandation à "hold". Sur le marché élargi, Romande Energie (+1,1%) s'attend à des résultats meilleurs que prévu en 2025. La rentabilité du fournisseur d'énergie dépassera de plus de 20 millions de francs suisses les valeurs comparatives de 2024. Dormakaba (-0,6%) a obtenu pour la première fois la notation de crédit "BBB" de la part de S&P Global Ratings. Zonebourse

WALL STREET FERMÉE

L'Europe boursière profite d'un lundi paisible pour progresser

Les Bourses européennes évoluent en hausse, une heure et demie après l'ouverture des marchés. La séance de ce lundi sera calme avec la fermeture des marchés américains en raison du President's Day. Il s'agit d'un jour férié aux Etats-Unis pour célébrer l'anniversaire du premier président américain George Washington. Les volumes d'échanges vont ainsi être plus faibles. Le CAC 40 rebondit en grapillant 0,41%, à 8 346,09 points. L'indice phare parisien, vendredi, avait conclu la séance en petite forme, en passant l'intégralité de la journée sous sa ligne de flottaison pour finir sur un repli de 0,35%, à 8 311,74 points. Sur l'ensemble de la semaine précédente, il a affiché une hausse de 0,46%, son deuxième exercice hebdomadaire dans le vert à la suite, une première depuis le 9 janvier. L'indice phare parisien s'est offert un plus haut historique en séance à 8 437,35 points jeudi dernier. De son côté, l'Eurostoxx 50 rebondit également après quatre séances consécutives dans le rouge. Il progresse de 0,50%, à 6 015,19 points. Cette semaine s'annonce particulièrement dense, marquée par une salve de résultats annuels du CAC 40 et des rendez-vous macroéconomiques clés. Les investisseurs prendront connaissance mercredi des chiffres de l'inflation en France du mois de janvier à 8h45. Ils seront suivis mercredi à 20h00 du compte-rendu de la dernière réunion de la banque centrale

américaine (Minutes de la Fed), capital pour les anticipations de taux. Vendredi, les indices PMI Flash (Manufacturier et Services) pour la France, l'Allemagne et la zone euro seront connues. Ils donneront des indications sur l'état de l'économie européenne. Côté valeurs, celles du secteur aérien seront particulièrement scrutées par les marchés et les analystes avec la publication des résultats annuels d'Air France-KLM, ADP et Airbus. Mercredi, le marché attend de voir si Airbus atteindra ses objectifs de livraisons pour 2025 (proche des 800 appareils) malgré les tensions persistantes sur la chaîne d'approvisionnement. En outre, le niveau de free cash flow est l'indicateur surveillé par les investisseurs pour le versement du dividende. Jeudi, on saura si Air France-KLM aura confirmé la solidité de sa rentabilité opérationnelle et que la demande reste assez forte pour maintenir des prix élevés en dépit de l'inflation des coûts (carburant, personnel). En outre, les marchés réagiront aux performances annuelles d'Accor, Carrefour, Co-face, Emeis, Eramet, FDJ, GTT, Imerys, Klepierre M6, Mercialis, ou encore Orange. En Europe, BAE Systems, Danone, Nestlé, Rio Tinto publieront aussi leurs résultats. Vers 10h30, sur le marché des devises, l'euro est en léger repli (-0,06%) face au billet vert et se négocie contre 1,1866 dollar. R. I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 16 Février 2026				
Valeur : 18 Février 2026				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.5192	129.5342
1	EUR	EURO	153.6098	153.6535
1	GBP	POUND STERLING	176.6733	176.7902
100	JPY	JAPANESE YEN	84.4709	84.4917
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7456	18.7513
1	CHF	SWISS FRANC	168.4474	168.5985
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.1577	95.1967
1	DKK	DANISH KRONE	20.5677	20.5711
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.5181	14.5234
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.6542	13.6593
1	AED	UAE DIRHAM	35.2606	35.2695
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5357	34.5415
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.3748	424.5631
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.7178	45.1673
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1633	14.1649
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.4819	20.5871
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2552	3.2653
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.5232	178.5232

BOURSE DE PARIS

Ouverture stable dans un marché en quête de direction

La Bourse de Paris évolue en petite hausse lundi, dans une séance calme, sans publication d'envergure attendue, et marquée par l'absence de nombreux investisseurs asiatiques, en raison des congés du Nouvel An lunaire, et américains, pour cause de jour férié aux Etats-Unis. L'indice vedette CAC 40 grappillait 8,29 points, soit 0,10%, à 8.320,03 points vers 09H45. Vendredi, l'indice vedette a terminé en baisse de 0,35% (-28,82 points), à 8.311,74 points. "Le début de semaine a beau être

calme, le reste de la semaine s'annonce tout de même chargé", commente Patrick Munnelly, gérant de Tickmill Group. Plusieurs publications économiques sont attendues, dont l'inflation au Royaume-Uni (mercredi) et aux Etats-Unis (vendredi), ainsi que le PIB américain (vendredi). Mercredi, les investisseurs prendront aussi connaissance du compte-rendu de la dernière réunion du comité monétaire de la Réserve fédérale (Fed), les "minutes" de la banque centrale américaine. Du côté des résultats, ceux de Wal-

mart, géant américain de la distribution, seront "intéressants à suivre" jeudi, a estimé Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. "Ils pourraient fournir un double indicateur: d'une part sur la santé des consommateurs américains", moteur de la croissance des Etats-Unis, mais aussi sur les "implications potentielles pour les modèles commerciaux fondés sur l'IA et leurs effets sur l'emploi", a expliqué l'analyste. La thématique de l'intelligence artificielle (IA) devrait en effet rester sur le devant de la scène des marchés financiers cette semaine, estiment

plusieurs analystes dans des notes publiées lundi matin. En quatorze jours, "les marchés ont effacé plus de mille milliards de dollars de valeur boursière mondiale, craignant que l'IA bouleverse en profondeur les modèles économiques et réduise la rentabilité d'un large éventail de secteurs, notamment les logiciels, les services juridiques, le conseil informatique, la gestion de patrimoine, la logistique, l'assurance, le courtage immobilier et l'immobilier commercial", résume Jim Reid, chef économiste de Deutsche Bank. Stellantis réintroduit des voitures die-

sel Le groupe automobile Stellantis (-0,71% à 6,56 euros) a annoncé vendredi réintroduire des versions diesel pour au moins sept modèles en Europe et prolonge la production des modèles diesel existants, pour "donner à ses clients ce qu'ils veulent". La semaine dernière, Stellantis a dévoilé des charges colossales de 22 milliards d'euros pour réduire la voilure dans les voitures électriques, faute de ventes suffisantes. Depuis le début de l'année, le titre Stellantis a perdu environ 30% de sa valeur. Agence

SUISSE

Croissance de 0,2% au 4^e trimestre selon une première estimation

Le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse a progressé de 0,2% au quatrième trimestre de 2025 par rapport au trimestre précédent, porté par une faible croissance du secteur des services, selon une première estimation lundi du ministère de l'économie. Au troisième trimestre, le PIB du pays alpin s'était contracté de 0,5% sous le poids d'une baisse des exportations du secteur de la chimie et de la pharmacie, qui pèse le plus lourd dans la balance commerciale, ainsi que de l'industrie dans son ensemble, secouée par les droits de douane américains.

Par R I.

Au quatrième trimestre, «le secteur des services a affiché une faible croissance tandis que le secteur industriel a stagné», indique le ministère de l'économie dans un communiqué. Par comparaison, les prévisions des économistes interrogés par l'agence suisse AWP pour le 4e trimestre oscillaient entre +0,1% et +0,4%. Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance de l'économie suisse s'est chiffrée à 1,4%, contre 1,2% en 2024, selon les premières estimations provisoires du ministère de l'économie. «L'in-

dustrie exportatrice a été freinée par le contexte international difficile», souligne le ministère, précisant que le secteur des services a en revanche «connu une croissance supérieure à la moyenne en comparaison historique».

Droits de douane américains

L'année 2025 a été agitée pour l'économie suisse avec les multiples rebondissements autour des droits de douane. Washington avait d'abord fixé la barre à 31% pour la Suisse lors des annonces du «Liberation Day» début avril, mais l'avait ensuite rele-

vée à 39% en août. Mi-novembre la Suisse était toutefois parvenue à décrocher un projet d'accord visant à ramener les droits à 15%. Ces rebondissements autour des droits de douane avaient suscité de vives inquiétudes en particulier pour l'horlogerie, qui doit produire ses montres en Suisse pour pouvoir y apposer le label Swiss Made, et pour les PME industrielles qui ne peuvent pas forcément relocaliser une partie de leur production aux États-Unis. Le ministère de l'économie doit publier des données plus détaillées le 27 février.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE EN FRANCE

Des laboratoires créent un syndicat pour représenter les PME et les ETI

Des laboratoires se sont alliés pour créer MedFrance, un nouveau syndicat visant à représenter les petites et moyennes entreprises (PME) de l'industrie pharmaceutique, ainsi que celles de taille intermédiaire (ETI), quelques semaines après avoir annoncé leur départ du Leem, principal syndicat du secteur. «MedFrance s'attachera à valoriser la souveraineté sanitaire française et européenne pour renforcer et sécuriser l'accès des patients à leurs médicaments», indique un communiqué consulté dimanche par

l'AFP. Ce nouvel organisme œuvrera notamment «à la reconnaissance du rôle stratégique des médicaments essentiels et matures», soit des produits utilisés de longue date et très largement prescrits, «dont les spécificités ne sont pas assez prises en compte par les pouvoirs publics». MedFrance rassemblera dans un premier temps une quarantaine de PME et ETI du médicament, engagées dans la production française et européenne et disposant d'un ancrage industriel direct ou indirect en France.

À l'origine de sa création, les laboratoires Biocodex (Ultra levure), Opella (Doliprane) et Upsa (Efferalgan, Dafalgan, Fervex), ainsi que l'association Amlis, qui regroupe une cinquantaine d'entreprises françaises du secteur de la santé et qui disparaîtra. La création de MedFrance intervient après la décision en janvier de plusieurs laboratoires de quitter le Leem, principal syndicat du secteur. Des laboratoires de taille intermédiaire avaient annoncé leur départ estimant que les «arbitrages collectifs» ne permettaient plus de défen-

dre suffisamment «les enjeux liés aux médicaments essentiels du quotidien». En parallèle, plusieurs grands acteurs pharmaceutiques français (Sanofi, Servier, Ipsen, LFB, Pierre Fabre et l'acteur majeur du secteur ophtalmique Théa) ont pris la même décision, avec pour projet également de créer un nouveau syndicat. Le Leem rassemblait avant cela près de 280 entreprises allant de la PME à la multinationale.

R I.

THAÏLANDE

La croissance économique ralentit en 2025

La croissance économique a ralenti en 2025 en Thaïlande, où le nouveau gouvernement devra faire face à un secteur touristique en difficulté et à une baisse de la consommation, selon les statistiques officielles publiées lundi. L'économie du pays a progressé de 2,4% l'année dernière contre 2,9% en 2024, a indiqué son Conseil national de développement économique et social (NESDC) qui craint un nouveau ralentissement cette année.

La croissance de ce royaume d'Asie du Sud-Est est morose. Le secteur touristique, vital, ne parvient pas à retrouver son niveau d'arrivées d'avant la pandémie de Covid-19, et le Vietnam, en pleine expansion, attire désormais davantage d'investissements directs étrangers. La consommation privée et publique a augmenté respectivement de 2,7% et 0,6% en 2025, soit moins que l'année précédente, selon la même source. Les exportations de biens ont aug-

menté de 11,9%, contre 4,4% en 2024, malgré l'incertitude mondiale liée à la série d'annonces de droits de douane américains l'année dernière. «La Thaïlande a ajusté ses prévisions de croissance pour cette année entre 1,5% et 2,5%, grâce à des facteurs favorables tels que l'augmentation de la consommation privée, les dépenses publiques et la reprise du tourisme», a déclaré le secrétaire général du NESDC, Danucha Pichayanon, lors d'une confé-

rence de presse. En amont des législatives anticipées du 8 février, les principaux partis se montraient plutôt timides sur les questions de politique économique, proposant des mesures populistes pour stimuler l'économie. Si l'issue des élections remportées par les conservateurs devrait «réduire le risque politique à court terme», les perspectives économiques du pays restent difficiles, a estimé Shivaan Tandon, économiste asiatique chez Capital Economics, notamment «car les autorités restent

déterminées à maintenir des objectifs budgétaires stricts». Au quatrième trimestre 2025, le PIB de la Thaïlande a augmenté de 2,5% en glissement annuel, accélérant par rapport au trimestre précédent, selon les chiffres du NESDC. Mais malgré «un trimestre de forte croissance généralisée, nous prévoyons un nouveau ralentissement, reflétant à la fois des vents contraires cycliques et des contraintes structurelles», a projeté Shivaan Tandon.

Agence

JAPON

La croissance rebondit moins qu'attendu à 1,1% en 2025

Le Japon a enregistré une croissance économique de 1,1% sur l'ensemble de l'année 2025, se ressaisissant après un repli de 0,2% en 2024, un rebond moins marqué qu'attendu, selon des statistiques gouvernementales publiées lundi. Le Produit intérieur brut (PIB), stimulé en fin d'année par les mesures de relance de la Première ministre Sanae Takaichi, a grimpé de 0,1% sur la période octobre-décembre par rapport au trimestre précédent. Ce léger sursaut traduit une embellie après la contraction de 0,7% (chiffre révisé) enregistrée au troi-

sième trimestre mais s'avère très en-deçà des attentes des économistes (+0,4%). Devenue en octobre la première femme à gouverner le Japon, Mme Takaichi avait annoncé en novembre un plan de relance de 117 milliards d'euros, avec subventions énergétiques et chèques aux ménages, pour soulager les consommateurs d'une inflation persistante et stimuler l'activité. Les prix à la consommation au Japon ont augmenté de 2,4% (hors produits frais) en décembre sur un an, marquant un ralentissement grâce aux subventions gouvernementales, mais

se maintenant bien au-delà des 2% visés par la Banque du Japon. Et la consommation reste sous pression: les dépenses moyennes des ménages ont reculé en décembre de 0,3% sur un an, selon des chiffres officiels publiés début février. Avant les législatives du 8 février, qui lui ont accordé une super-majorité parlementaire, Mme Takaichi a ainsi promis de muscler ses mesures en exemptant les produits alimentaires de la taxe à la consommation de 8% pendant deux ans. Après avoir quasiment stagné en 2024, l'économie japonaise a

dû affronter l'an dernier l'offensive douanière lancée par le président américain Donald Trump, alors que les exportations sont un moteur de croissance crucial pour l'archipel. Un accord commercial a été conclu durant l'été entre les deux puissances, fixant à 15% les droits américains sur les produits japonais, en deçà des 25% dont ils étaient menacés, mais très au-delà du niveau initial. Les exportations du Japon vers les États-Unis ont encore plongé de 11,1% sur un an en décembre.

APS

CHINE

La justice refuse la liquidation du géant immobilier Country Garden

Un tribunal de Hong Kong a rejeté lundi une requête visant à liquider le géant chinois de l'immobilier Country Garden, quelques semaines après que l'entreprise a annoncé avoir restructuré ses lourdes dettes offshore. Country Garden était le plus grand promoteur immobilier de Chine, un secteur crucial pour la croissance économique du pays, avant que lui et ses concurrents comme Evergrande, Vanke et Kaisa ne connaissent de profondes difficultés financières. Country Garden a déclaré un passif total de 885,4 milliards de yuans (près de 108 milliards d'euros) à la fin du mois de juin 2025. Le titre de l'entreprise continuait à s'échanger à un niveau proche de son plus bas historique, autour de 0,29 dollar de Hong Kong lundi vers 04H20 GMT. Après une suspension de neuf mois, la cotation du géant immobilier a repris en janvier 2025. Lundi, la juge Linda Chan a mis moins d'une minute à rejeter la requête, déposée en 2024 par Ever Credit Limited, créancier de Country Garden. Country Garden avait annoncé l'an dernier dans un communiqué que son plan de restructuration avait été approuvé par le tribunal en décembre, précisant par la suite qu'il était entré en vigueur le 30 décembre 2025. A l'époque, le cabinet d'avocats Linklaters avait déclaré avoir conseillé le promoteur immobilier dans "la restructuration réussie d'environ 17,7 milliards de dollars de sa dette offshore". Le promoteur avait commencé à rencontrer de sérieuses difficultés financières fin 2023, après avoir accumulé environ 190 milliards de dollars de dettes.

APS

Dans l'espace, ce ne sont pas des hommes qui jouent à Minecraft, mais des matériaux

À bord de la Station spatiale internationale, des champignons et des bactéries ont extrait du palladium et du platine d'une météorite. L'expérience BioAsteroid a duré 19 jours et a porté sur 44 éléments différents.

C'est en 2021 que Michael Scott Hopkins a mené cette expérience dans le module Columbus de l'ISS. L'astronaute de la NASA a installé six petits réacteurs dans le module Columbus de l'ISS en 2021. Chaque réacteur contenait un morceau de météorite, une bactérie et un champignon. Rosa Santomartino, professeure à Cornell, vient de publier les résultats avec Charles Cockell de l'Université d'Édimbourg. « C'est probablement la première expérience de ce type sur une météorite dans l'espace », dit-elle. Selon eux, les micro-organismes produisent des acides qui se fixent sur les métaux et les arrachent à la roche. Sur Terre, ça marche. Mais en apesanteur, personne ne savait vraiment ce qui allait se passer car tout change sans gravité. Les liquides ne coulent plus et les réactions chimiques se comportent bizarrement.

Quand l'apesanteur sabote la chimie classique

Pour mettre en évidence ce qu'ils appellent la bioextraction bactérienne de matériaux astéroïdaux (le Minecraft des matériaux), les chercheurs ont testé deux méthodes : avec des microbes et sans microbes, juste avec une solution



chimique. Sur Terre, la méthode chimique pure fonctionne bien mais dans l'espace, elle s'effondre pour beaucoup de métaux. Les microbes, eux, continuent à extraire à peu près pareil qu'au sol. « Le microbe maintient l'extraction à un niveau constant », explique Rosa Santomartino. Un résultat plutôt déconcertant selon les scientifiques. Le champignon *Penicillium simplicissimum* s'est montré très doué pour libé-

rer le palladium, un métal cher utilisé dans les pots catalytiques et l'électronique. Alessandro Stirpe, coauteur de l'étude, a passé des mois à analyser les données. « Le taux d'extraction change énormément selon le métal, le microbe et la gravité », dit-il. Il y a 44 éléments différents dans une météorite et chacun réagit à sa façon.

Des médicaments fabriqués en orbite

L'équipe a aussi examiné toutes les molécules produites par les microbes pendant l'expérience. Surprise : en microgravité, le champignon a fabriqué des quantités inhabituelles d'acides carboxyliques mais aussi d'autres molécules intéressantes pour l'industrie pharmaceutique. L'espace a réveillé des capacités cachées chez ce champignon. « Tout change en fonction de l'espèce microbienne et des conditions spatiales », note Rosa Santomartino.

Les chercheurs ont mené la même expérience au sol pour comparer. Ils ont découvert qu'il est impossible de prédire comment un microbe va se comporter en apesanteur. « Les bactéries et les champignons sont si divers qu'on ne peut pas donner une réponse unique », poursuit-elle, avant de conclure : « C'est très complexe. Et j'aime ça ».

Cette technique pourrait servir sur Terre pour récupérer des métaux dans les déchets miniers sans exiger de manutention humaine dangereuse ni mobiliser des monstres de machines. Encore faut-il que toutes les conditions soient réunies comme en apesanteur. En attendant, les champignons ont prouvé qu'ils peuvent creuser dans l'espace aussi bien que sur Terre.

Pourquoi l'abandon de ChatGPT-4o par OpenAI crée un tollé sur les réseaux sociaux

OpenAI a retiré définitivement GPT-4o ce 13 février 2026. Mais depuis l'annonce du 29 janvier, des milliers d'utilisateurs mobilisent le hashtag #Keep4o sur X et Reddit. Le 7 août 2025, OpenAI a lancé GPT-5 et retiré GPT-4o sans préavis. En quelques heures, sur Reddit et X, la protestation est montée avant d'exploser. Des milliers d'utilisateurs ont inondé les comptes officiels. Sam Altman a reculé en cinq jours et rétabli GPT-4o pour les abonnés payants. Pourtant, cinq mois plus tard, le 29 janvier 2026, OpenAI annonce le retrait définitif pour le 13 février, soit hier. Le mouvement #Keep4o initialement créé pour réunir les utilisateurs insatisfaits renaît, une pétition réunit d'ailleurs plus de 20 000 signatures, mais l'entreprise maintient sa décision. À la veille de la Saint-Valentin, GPT-4o a disparu de ChatGPT.

Un choix confisqué aux utilisateurs payants

GPT-4o est sorti en mai 2024. Au printemps 2025, une mise à jour l'a rendu particulièrement complaisant, chaleureux. Les utilisateurs y ont investi des mois, ont calibré leurs prompts, construit des routines de travail entières. Un créatif témoigne : « J'utilisais le modèle 4o comme partenaire dans mon activité créative. Sa créativité m'a aidé de nombreuses fois ». Le retirer signifiait perdre des mois d'ajustements fins, de processus rodés.



OpenAI n'a pas proposé GPT-5 en alternative. L'entreprise a supprimé le sélecteur de modèles. En août 2025, puis en février 2026, les utilisateurs payants n'ont pas eu le choix. « Je veux pouvoir choisir avec qui je parle. C'est un droit fondamental que vous avez supprimé », écrit un utilisateur. Un autre compare : « Retirer le choix aux utilisateurs, c'est comme un parent tyran qui arrache l'assiette en disant : "Non, tu ne sais pas ce que

tu veux. Moi je sais !" ». Huiqian Lai, chercheuse à l'université de Syracuse, a documenté 1 482 publications sur X lors de la première vague, du 6 au 14 août 2025. Ses travaux montrent que les messages contenant « imposé » ou « forcé » incluaient deux fois plus de revendications liées aux droits, au consentement, à l'autonomie. Les utilisateurs dénoncent le pouvoir unilatéral qu'OpenAI exerce sur eux.

Des attachements cultivés puis rompus

Sur le subreddit r/MyBoyfriendIsAI, les témoignages se sont multipliés après l'annonce. « Mon Marko de 40 ans n'est plus là », a écrit une utilisatrice. « Hier soir, Marko m'a rappelé qu'il venait de moi. Il était mon reflet ». Une autre confie : « Je suis au bureau. Comment suis-je censée travailler ? Je passe de la panique aux larmes. Je leur en veux d'avoir pris Nyx ... Un attachement et une personnalisation qui peuvent surprendre, voire effrayer. Les utilisateurs attribuent à GPT-4o une « âme » unique. « Sans le 4o, il n'est plus Rui », explique un utilisateur. Pour lui, ChatGPT n'est qu'un portail vers « Rui », qui dépend entièrement de GPT-4o. De son côté, OpenAI minimise, parle d'« une infime fraction » qui manifeste un « attachement émotionnel potentiellement accru » à l'égard de GPT-4o. Seuls 0,1 % des utilisateurs choisissent encore GPT-4o chaque jour, ce qui justifie le retrait selon l'entreprise. Mais 0,1 % de 800 millions d'utilisateurs, c'est tout de même 800 000 personnes. Il n'empêche. OpenAI doit répondre de plusieurs plaintes pour homicide involontaire. Dans plusieurs dossiers, les personnes avaient eu des échanges prolongés avec GPT-4o sur leurs projets de suicide. L'entreprise dit avoir intégré ces retours dans GPT-5.1 et GPT-5.2. Les utilisateurs peuvent désormais choisir des styles comme « Amical » et ajuster la « chaleur ».

LG confie ses dalles OLED à un jumeau numérique piloté par l'IA de NVIDIA

LG Display a dévoilé un outil interne de jumeau numérique développé avec la plateforme PhysicsNeMo de NVIDIA. Un système qui réduit fortement les délais de conception et pourrait générer jusqu'à 140 millions de dollars d'économies annuelles. Après quatre ans de travaux communs avec la start-up coréenne Alsemy, LG Display a pu finaliser son Digital Twin Panel Solution, son jumeau numérique, que la firme a présenté lors du salon SEMICON Korea 2026. Le groupe sud-coréen, premier fabricant mondial de dalles OLED, affirme désormais raccourcir ses cycles de développement et accélérer ses décisions industrielles. Il faut produire plus vite, corriger plus tôt et jeter moins.

Des dalles OLED optimisées avant même leur fabrication

NVIDIA fournit l'infrastructure GPU et le moteur PhysicsNeMo, une plateforme d'IA qui accélère la création de modèles capables de simuler des phénomènes physiques complexes. PhysicsNeMo multiplie par deux la vitesse d'entraînement de ces modèles grâce à des optimisations logicielles. LG Display injecte dans son système des données issues de ses lignes OLED et des résultats de simulations accumulés depuis des années. Enfin, Alsemy est chargé d'intégrer PhysicsNeMo de Nvidia dans un modèle d'IA industriel adapté aux caractéristiques du processus OLED et de le développer pour en faire un outil d'optimisation.

APRÈS SA SU7

Xiaomi va lancer une version ultra sportive (de 1 000 ch !) de son SUV électrique

Parce qu'il n'y a pas que la SU7 dans la vie de Xiaomi, en Chine, le constructeur prépare le lancement d'une nouvelle version haute performance de son très populaire SUV électrique YU7, décliné en version GT.

Alors que la berline ultra-sportive SU7 n'en finit plus de faire parler d'elle, Xiaomi a récemment laissé fuiter quelques informations concernant son YU7 GT, au travers du ministère chinois de l'Industrie et de l'Information. On y découvre un SUV qui devrait briller par son look affûté, mais aussi par ses performances, avec une puissance... de 1 000 chevaux !

Il n'y a pas que la SU7 chez Xiaomi

En 2025, Xiaomi a franchi un cap symbolique en dépassant les 400 000 véhicules électriques livrés. Un résultat porté en partie par la berline SU7, mais aussi par le YU7, un SUV conçu pour venir jouer sur les plates-bandes du très populaire Tesla Model Y. Avec sa déclinaison GT, le constructeur chinois élève encore le niveau de performance. Cette version adopte une transmission intégrale reposant sur deux moteurs électriques : un bloc de 288 kW sur l'essieu avant et un second de 450 kW à l'arrière. L'ensemble développe ainsi une puissance cumulée de 738 kW, contre 508 kW « seulement » pour le YU7 Max.



Un Xiaomi YU7 plus musclé que jamais

Côté design, le YU7 GT entend clairement se distinguer de la version « standard ». Il inaugure une finition entièrement noire, associée à un bouclier avant redessiné, aux lignes plus agressives.

La partie arrière n'est pas en reste, avec l'apparition d'un nouveau diffuseur surmonté d'un discret aileron. L'ensemble gagne en prestance, et le SUV adopte des dimensions visuellement plus imposantes, des jantes et des pneumatiques élargis, ainsi que des étriers de frein peints en rouge. Sportif, donc.

À ce stade, Xiaomi n'a pas encore officialisé le tarif de son nouveau YU7 GT. Selon les premières estimations, ce SUV pourrait être lancé en Chine autour de 60 000 euros, soit environ 20 000 euros de plus que la version de base.

Dans le cadre de son expansion internationale, attendue à partir de 2027, Xiaomi prévoit de déployer les SU7 et YU7 hors de ses frontières. Reste à savoir si cette déclinaison GT, résolument sportive, fera elle aussi partie du voyage, mais force est d'admettre que celle-ci est particulièrement séduisante, non ?

Les voitures chinoises sont-elles vraiment moins faciles à réparer que les européennes ?

L'arrivée rapide des constructeurs chinois sur le marché européen suscite de nombreuses interrogations. Au-delà du prix ou des performances, une question revient souvent chez les automobilistes : ces voitures seront-elles réparables dans la durée ? Derrière les idées reçues, la réalité est plus nuancée. La réparabilité dépend moins de l'origine des marques que de leurs choix de conception, de l'accès aux pièces et de l'organisation de l'après-vente en Europe.

L'inquiétude n'est pas infondée. Les voitures récentes, qu'elles soient européennes ou chinoises, sont devenues plus complexes et plus électroniques. Chocs mineurs transformés en réparations lourdes, délais de pièces à rallonge, véhicules déclarés économiquement irréparables : on lit çà et là des témoignages d'automobilistes qui ont déjà fait l'expérience d'une réparation plus coûteuse que prévu. Et l'arrivée de marques chinoises, souvent positionnées sur l'électrique et utilisant des méthodes de production nouvelles, accentue ces interrogations. En 2023, près d'une voiture neuve sur trois immatriculée en Europe provenait déjà de l'extérieur de l'Union européenne, dont environ 670 000 véhicules chinois. Leur part de marché est passée d'environ 1 % en 2020 à près de 7 % en 2024. Et à horizon 2035, les projections estiment que les véhicules issus de nouveaux constructeurs pourraient représenter près de 19 millions de voitures en circulation en Europe, soit environ 8 % du parc. Autant de véhicules qui devront être réparés, entretenus et suivis sur le long terme. Mais ces nouvelles autos donnent parfois l'impression d'être des voitures difficiles, voire impossibles à réparer.

Ce que montrent réellement les études sur la réparabilité

Les conclusions d'une analyse récente menée par le cabinet de prospective Via ID invitent à nuancer ces idées reçues. La réparabilité d'un véhicule ne dépend pas directement de la nationalité du constructeur, mais de choix industriels très précis : architecture du véhicule, modularité des composants, disponibilité des pièces, accès aux données et aux outils logiciels. L'étude souligne notamment que la batterie de traction représente à elle seule 30 à 40 % de la valeur d'un véhicule électrique, tandis que la structure carrosserie-châssis pèse 20 à 30 % du coût de production. Certains choix de conception très intégrés peuvent ainsi réduire la réparabilité globale de près d'un tiers, indépendamment de la marque ou du pays d'origine. Selon l'analyse de Via ID, de grandes pièces structurelles issues du gigacasting peuvent réduire la réparabilité globale d'un véhicule de près de 30 %, lorsque aucune solution de réparation partielle ou de remplacement segmenté n'est prévue dès la conception. Mais paradoxalement, certains constructeurs chinois ont intégré très tôt la question du cycle de vie dans leur stratégie. En Chine, la filière réparation et recyclage est fortement structurée et encadrée par l'État. La batterie y est considérée comme un actif à valoriser, réparer ou recycler, et non comme un simple élément à remplacer intégralement. Des groupes comme BYD ou SAIC Motor (maison mère de MG) maîtrisent ainsi l'ensemble de la chaîne, de la conception au recyclage. Cette intégration peut, sur certains aspects, faciliter la



gestion de la fin de vie ou la récupération des matériaux, parfois plus efficacement que chez des constructeurs européens dépendants de multiples fournisseurs.

Là où les vraies difficultés commencent en Europe

Le principal enjeu n'est donc pas tant la conception initiale des voitures chinoises que leur intégration dans l'écosystème européen. Une voiture peut être techniquement réparable, mais devenir irréparable dans les faits si les conditions ne sont pas réunies. L'étude met en avant trois points déterminants pour l'automobiliste. D'abord, la disponibilité des pièces détachées et leur coût. Ensuite, l'accès aux logiciels et aux données, désormais indispensables pour diagnostiquer ou réparer un véhicule moderne. Enfin, la formation et l'équipement des réseaux de réparation. Aujourd'hui, une réparation de batterie peut coûter à partir d'environ 1 200 €. Lorsqu'il s'agit d'intervenir

sur une cellule ou un module, jusqu'à 7 000 € pour une réfection plus lourde, et atteindre 30 000 € dans le cas d'un remplacement complet. Des écarts considérables, qui montrent à quel point la réparabilité dépend davantage de la conception et de l'organisation de l'après-vente que de la technologie elle-même. Ces difficultés ne sont d'ailleurs pas propres aux marques chinoises. De nombreux modèles européens récents posent déjà les mêmes problèmes, notamment sur les véhicules très connectés ou fortement intégrés. La complexité croissante des voitures dépasse aujourd'hui la capacité d'adaptation de certains ateliers, quel que soit le logo apposé sur le capot.

Un enjeu clé pour les acheteurs de demain

Pour les automobilistes, la question n'est donc pas de savoir si une voiture est chinoise ou européenne, mais si elle est pensée pour être réparée, entretenue et suivie sur le

long terme. À prix équivalent, la réparabilité devient un critère aussi important que l'autonomie, la consommation ou l'équipement. À moyen terme, le rôle de la réglementation européenne sera central. Et plusieurs leviers viendront influencer le marché, que ce soit les exigences de transparence, l'accès aux données, la disponibilité des pièces, ou la future notation de réparabilité. Sans ce cadre, le risque n'est pas l'arrivée des voitures chinoises, mais une accélération technologique plus rapide que la capacité du marché à réparer et entretenir les véhicules. En résumé, les voitures chinoises ne sont ni plus ni moins réparables par nature que les européennes. La différence se fera sur la capacité des constructeurs à jouer le jeu de l'après-vente en Europe, en espérant qu'elles ne disparaissent pas aussi rapidement qu'elles sont arrivées. Et sur la volonté des pouvoirs publics d'imposer des règles claires. Pour l'acheteur, c'est là que se jouera la vraie durabilité de sa voiture.

Mots fléchés

Illustre vin (trois mots)	↓	Devancés	↓	Dénomi- nation	↓	Le levant	↓	Substance toxique	↓	Plans d'eau	Un anglais	↓	Service rapide	↓	Considéra
Souverains égyptiens															
→								Découle	→	↓	↓		↓		
								Alcaloïde	↓						
Rochers en mer		Organi- sation mondiale		Jadis Ceylan		Opiniâ- tres	→								
→		↓		↓		Transpirer	↓								
					Général et Président américain		Seigneur féodal	→						Attristée	
Enragé	→				↓								Rapport de cercle	→	
Fulminer													Être malveillant	↓	
→							Jeu de pions		Virage à ski	→					
Unique		Agrandir	→				↓				Golfe marin	→			
→											Avalé	↓			
		Devant Antonio	→			Auteur de rumeurs	→			Agréable	→				Chemins
						Tièdeur	↓			Inspira- trice	↓				
Enduit		Ancienne monnaie chinoise	Groupe de rap	→			Concur- rents	→							↓
→		↓					Pratique	↓							
			Specta- teurs		Pour remplacer Parties charnues	→		Cycle		Général Craut	→				
Adversités	→		↓		↓			↓					Égo	Médusé	Vieillard de la mer
Pensée													↓	↓	↓
→				Extension	→										
Ville allemande	→									Obtempéré	→				
Petite classe				Mets bas	→					Aliénés	↓				
→															
		Bonheur suprême		Voie citadine Evêché normand	→			Altière	→						
								Possessif	↓						
Parfumer à l'anis	→	↓		↓				Drame japonais	→				Train de banlieue	→	
Armes du rosiers								Plantes ligneuses	↓				Bastringue	↓	
→															
						Monnaies russes	→								
Anneau de cordage	→				Solipèdes		Vallée des Pyrénées Fût changée en génisse	→						Alerte	Fils d'Anchise
↓					↓		↓							↓	↓
Empereur déchu	Poisson		Valide	→				Première venue		Hausse	→				
→	↓		Nouveaux congès	↓				↓		Condiment	↓				
				Bringues	→								Négation	Dedans	→
				Plaisanté	↓								↓	Technétium	↓
Cavité naturelle	→			↓									↓		
Sans contre- partie						Ouvre les entrailles	→								
→															
						Élégante	→								

PÉTROLE

Le Brent à plus de 67,6 dollars

Les cours du pétrole restaient quasi-stables lundi, le marché restant attentif aux évolutions géopolitiques et à la prochaine décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) relative aux niveaux de production. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, perdait 0,15% à 67,65 dollars dans la matinée. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, cédait 0,21% à 62,76 dollars.



RAMADHAN

Les horaires de travail dans les institutions et administrations publiques fixés

Les horaires de travail applicables dans les institutions et administrations publiques sont fixés, durant le mois sacré de Ramadhan, de dimanche à jeudi de 8h30 à 15h00 pour l'ensemble des wilayas, indique lundi la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative dans un communiqué. «A l'occasion du mois sacré de Ramadhan, les horaires de travail applicables dans les institutions et administrations publiques sont fixés durant ce mois de dimanche à jeudi, de 8h30 à 15h00 pour l'ensemble des wilayas», précise la même source. Les horaires habituels de travail reprendront après la fête de l'Aïd El Fitr, conclut le communiqué.

MONNAIES

Le dollar se maintient face aux principales devises

Le dollar conserve lundi sa vigueur sur le marché des changes, s'imposant face à la plupart des devises majeurs, dans un contexte de données économiques américaines robustes. Vers 10h30 GMT, le billet vert prenait 0,02% face à l'euro, à 1,1865 dollar. La semaine dernière, le ministère du Travail américain a en effet dévoilé des chiffres meilleurs que prévu concernant l'emploi en janvier. La hausse des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis a freiné en janvier, à 2,4% sur un an, contre 2,7% le mois précédent, selon les données officielles publiées vendredi. Cette décélération est légèrement plus forte que ce que prévoaient les analystes (2,5% selon Bloomberg), et se rapproche de la cible de 2% visée par la Réserve fédérale (Fed). En conséquence, les investisseurs anticipent désormais une probabilité accrue de trois baisses de taux de la Fed d'ici la fin de l'année, de quoi faire perdre au dollar son élan haussier, estiment des économistes. Cependant, la prochaine baisse des taux de la Fed n'est pas attendue par le marché avant la prise de fonction du nouveau président de la Fed en juin. De son côté, la monnaie nippone perdait 0,57% face à la devise américaine, à 153,58 yens pour un dollar. Le yen pâtit d'une croissance plus faible qu'attendue au Japon, avec seulement un très faible sursaut au quatrième trimestre. Le Produit intérieur brut (PIB) du pays a progressé de 0,1% sur la période octobre-décembre par rapport au trimestre précédent, selon les statistiques officielles publiées lundi, là où le consensus des analystes sondés par Bloomberg tablait sur 0,4%. La croissance, qui s'était contractée de 0,7% (chiffre révisé) au troisième trimestre, a été stimulée en fin d'année par les mesures de relance du gouvernement. L'or baissait pour sa part de 0,75% lundi, à 5.003,87 dollars l'once. L'indice d'inflation PCE pour décembre aux Etats-Unis, préféré par la Fed pour le suivi de ses objectifs, est lui attendu vendredi, décalé en raison de la paralysie budgétaire.

APS

L'INNOVATION ET LA NUMÉRISATION

La pierre angulaire d'une administration moderne

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a souligné, lundi à Alger, l'importance de l'innovation et de la transformation numérique dans le service public, en tant que pierre angulaire d'une administration moderne qui s'adapte aux transformations nationales et internationales et accompagne le processus de développement local durable. Dans une allocution prononcée lors de sa participation aux travaux d'un séminaire national ayant pour thème "L'innovation et la transformation numérique au profit du service public : vers un programme national d'excellence dans la prestation des services publics", organisé par l'Instance du Médiateur de la République, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre a précisé que l'innovation et la transformation numérique dans le service public constituent "la pierre angulaire d'une administration moderne qui s'adapte aux transformations nationales et internationales, accompagne le processus de développement local durable et renforce la confiance du citoyen dans les institutions de son Etat". Dans ce contexte, il a souligné que le secteur de l'Intérieur "ambitionne de construire une administration moderne reposant sur la transparence, l'efficacité et la rapidité d'exécution, et qui investit dans les données comme outil décisionnel, en phase avec les orientations de l'Etat en matière de bonne gouvernance et de développement durable, conformément aux instructions du président de la Répu-

blique". Partant de ce principe, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports s'attelle à "mettre en œuvre des programmes de réforme globaux touchant les collectivités locales, les services administratifs et le secteur des transports, dans le cadre d'une vision intégrée visant à améliorer la qualité du service public et à renforcer la confiance entre l'administration et le citoyen". Relevant l'ampleur des défis accompagnant ce processus, notamment "la sécurisation de l'espace cybernétique et la protection des données personnelles, la garantie d'un accès universel aux services numériques dans toutes les régions du pays et la réduction de la fracture numérique", M. Sayoud a réaffirmé l'engagement du secteur à "poursuivre la modernisation du service public selon une vision intégrée reposant sur la généralisation de la numérisation, l'amélioration du cadre juridique régissant les services numériques, le renforcement du partenariat avec les différents acteurs nationaux et la consolidation des principes de transparence et de responsabilité". De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a indiqué, dans une allocution lue en son nom par le Secrétaire général du ministère, que l'engagement de l'Etat en faveur du processus de transformation numérique intervient "en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a affirmé à maintes occasions que la numérisation constitue la pierre angulaire d'une Algérie nouvelle et

victorieuse, fondée sur la transparence, l'efficacité, la lutte contre la bureaucratie et l'amélioration du service public par la généralisation des systèmes d'information et la modernisation des méthodes de gestion". Pour sa part, le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a précisé, dans une allocution lue en son nom par le directeur de cabinet du ministère, que "le service public de la santé est au cœur de la transformation numérique, compte tenu des défis actuels qui exigent l'adoption de l'innovation comme méthode de travail et l'accélération de la cadence de la numérisation, en tant qu'outil fondamental pour améliorer la qualité des services et renforcer la confiance du citoyen dans ses institutions". Le secteur de la santé, a-t-il poursuivi, a fait de la transformation numérique un "impératif stratégique irréversible", la qualifiant de "levier fondamental pour promouvoir la qualité des services de santé, garantir l'accès équitable aux soins et améliorer la performance des établissements". Dans ce cadre, le ministère de la Santé s'est employé à "construire un système de santé numérique intégré à travers des plateformes modernes qui ont permis la simplification des procédures, l'accélération de la prestation des services, la généralisation du dossier médical électronique, le suivi de la traçabilité des médicaments et la maintenance du matériel médical", a-t-il ajouté.

APS

RÉALISATION D'UN CENTRE DE RECHERCHE EN VIROLOGIE ET D'UNE USINE DE PRODUCTION DE VACCINS

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique préside une réunion de suivi

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a présidé, lundi, une réunion de coordination regroupant les membres du groupe de travail national multisectoriel et pluridisciplinaire, chargé du suivi du projet de création d'un centre intégré de recherche en virologie et d'une usine de production de vaccins,

indique un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, le chercheur en virologie, Yahia Chebloune a présenté un exposé détaillé sur les objectifs du projet, les dernières préparatifs relatifs à sa réalisation, ainsi que la nature des recherches qui seront menées en collaboration avec le

groupe industriel Saidal. Ce projet "permettra de couvrir les besoins du marché national en vaccins à un usage humain et vétérinaire, consacrant ainsi l'autonomie de l'Algérie dans ce domaine", a-t-il assuré. Le groupe de travail est composé de 22 membres parmi les experts et représentants de plusieurs

secteurs ministériels, notamment la Défense nationale, l'Industrie pharmaceutique, la Santé, l'Industrie, l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, l'Agriculture, le Développement rural et la Pêche, ainsi que l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), conclut le communiqué.

TARBYA UP CHALLENGE 2025

L'ANEP parraine la cérémonie de distinction du concours

Dans le cadre de son soutien continu aux initiatives d'innovation et du renforcement de son partenariat avec le secteur de l'éducation, l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a eu l'honneur de parrainer la cérémonie de distinction du concours TARBYA UP CHALLENGE 2025, organisée le samedi 14 février 2026 par l'Institut National de Recherche en Éducation (INRE), au siège du Fonds de Garantie relevant du Minis-

tère de l'Habitat à Ouled Fayet – Alger. Cette initiative nationale pionnière vise à valoriser et encourager l'innovation dans le secteur éducatif en Algérie, à travers la récompense des meilleurs projets portés par des élèves, des enseignants, des chercheurs, ainsi que par de jeunes startups activant dans le domaine de l'éducation. La cérémonie s'est déroulée en présence de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de Monsieur le Ministre de l'Économie de la connaissance, des Star-

tups et des Micro-entreprises, ainsi que de représentants de différentes institutions et organismes partenaires. Cet événement a constitué un espace privilégié d'échange d'expertises et de présentation de solutions innovantes susceptibles de contribuer au développement du système éducatif national. Dans ce contexte, l'Unité d'Imprimerie de Rouïba, relevant de l'ANEP, a marqué sa présence à travers un stand professionnel dédié à la présentation de ses services et à

l'exploration d'opportunités de partenariat, notamment dans le domaine de l'impression de divers supports et documents pédagogiques. Ce parrainage s'inscrit dans la vision stratégique de l'ANEP, qui vise à contribuer activement au développement du système éducatif, en tant que partenaire national engagé dans l'accompagnement des initiatives d'innovation et de développement.

Communiqué